Guissény Gwiseni
Finistère Penn-Ar-Bed

LISTES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
SÉANCE DU 21 SEPTEMBRE 2023

Date du Conseil Municipal	Numéro de la délibération	Objet	Vote du Conseil Municipal
21 septembre 2023	CM/23-07001	Informations sur les délégations du conseil municipal au maire	unanimité des membres présents ou représentés
21 septembre 2023	CM/23-07002	ADMR - Projet de création d'une micro-crèche associative	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07003	Construction d'une Maiosn d'assistants.es maternels.les	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07004	Convention d'occupation du domaine public - Servitude passage infrastructure support souterrain MEGALIS-AXIONE	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07005	Subvention La Flèche Guissénienne	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07006	PLUi-H	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07007	Plan communal de sauvegarde - PCS	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07008	Cession de terrain Rue de Plouguerneau	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07009	Convention d'occupation du domaine public - GOUILLOU Patrice Brendaouez	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07010	Budget Principal - décision modificative n° 2	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07011	Vidéoprotection	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07012	Pôle médical - Maison de santé	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07013	Echange de données Commune/CLCL	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"
21 septembre 2023	CM/23-07014	Dispositif d'initiation à la langue bretonne - Ecole publique intercommunale du Tréas	unanimité des membres présents ou représentés 16 voix "pour"

Pour information affaires diverses :

Affichage en mairie le 25/09/2023
Diffusion sur le bulletin d'informations communales du 29/09/2023
Diffusion sur le site internet le 25/09/2023

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07001-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07001

Date d'envoi de la convocation : 15 septembre 2023

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 22 JUIN 2023

Informations sur les délégations du Conseil Municipal au maire

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Marie-Michelle LORGERE, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Raphaël RAPIN, le maire, rappelle à l'Assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

4 M	Motorisation porte du conseil	**4342,80 €**
Yess de Bretagne	Décoration de Noël	**1648,03 €**
Donval	Création des cavurnes	**1698,00 €**
Jo SIMON	Revêtement de sol au pourtour des cavurnes	**2640,00€**
Ets PICHON	Lave-Vaisselle	**2436,24 €**
ESCM	Travaux de sécurisation bords de route	**5356,33 €**
TOTAL		**18 121,40 €**

Le conseil municipal en prend note.

À Guissény, le 21 septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07002

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

ADMR – Projet de création d'une micro-crèche associative

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales indique à l'assemblée que M René ABGRALL et M Xavier DAZA, respectivement Président et Directeur de l'association ADMR Lesneven – Océane, ont rencontré le Maire le 27 juin afin d'évoquer avec lui le projet de l'association de créer une micro-crèche associative.

A l'issue de ce rendez-vous, Messieurs ABGRALL et DAZA ont rencontré le maire de KERLOUAN.

Le 30 juin, par courriel, nous avons été informés du dépôt de dossier par l'association auprès de la CAF avec une implantation souhaitée par l'association sur GUISSENY.

Mme CABON invite M DAZA à présenter l'association et plus particulièrement le projet de création d'une micro-crèche associative porté par l'ADMR.

Après avoir présenté l'association, M DAZA présente le projet de micro-crèche-> voir annexe 1

Budgets estimés pour les travaux et la gestion :

DEPENSES IMMOBILIERES			RECETTES IMMOBILIERES	
Acquisition foncière (500 m² * 17€)	8 500 €		Caisse d'Allocations Familiales	258 000 €
Notaire	1 000 €		MSA immobilier	100 000 €
Travaux immobiliers	397 000 €		MSA mobilier	50 000 €
Imprévus	9 938 €		REGION Bretagne : Bien vivre partout en Bzh	75 000 €
Honoraires	40 744 €		Fonds Européens Leader	0 €
Divers	5 000 €		Autre	10 000 €
Assurance DO	6 112 €		**Sous total**	493 000 €
Mobilier, matériel, jeux, informatique ...	50 000 €		Emprunt et ou autofinancement	25793 €
TOTAL dépenses	**518 793 €**		**Total recettes**	**518 793 €**

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Salaires	201 827 €		Familles	34 793 €
Fluides, énergie ...	5 650 €		CAF	147 853 €
Produits d'entretien, administratif, ...	4 100 €		COMMUNE de GUISSENY pour 10 places	59 434 €
Alimentation ...	29 050 €		ENTREPRISES pour 2 places	11 887 €
Entretien, assurance...	9 200 €			
Remboursement Emprunt	4 140 €			
TOTAL dépenses	**253 967 €**		**Total recettes**	**253 967 €**

Le coût total d'une place est estimé à 21 164 €.

Concernant les réservations de places des communes :

- **KERLOUAN :** la CAF a confirmé le besoin . 49.2 % des enfants de moins de 3 ans n'ont pas de solution d'accueil formel. Autrement dit, 15 enfants de KERLOUAN de moins de 3 ans restent sans solution d'accueil formel. Le prochain conseil municipal aura lui le 21/09.
- **ST FREGANT** : au final, refus de prendre des places malgré la réalité des besoins : 76.5 % de la trentaine d'enfants de moins de 3 ans (nombre d'enfants en augmentation) n'ont pas de solution d'accueil formel. Autrement dit, 24 enfants de moins de 3 ans sont accueillis en-dehors de leur commune de résidence (source CAF)
- **PLOUNEOUR BRIGNOGAN PLAGE :** Refus de prendre une place exprimée depuis que le projet est positionné à Guissény, malgré la réalité des besoins : 44.3 % de la vingtaine d'enfants de moins de 3 ans n'ont pas de solution d'accueil formel. Autrement dit, une dizaine d'enfants de moins de 3 ans sont accueillis en-dehors de leur commune de résidence (source : CAF).
- **TIERS RESERVATAIRES de places :**
  - SICA : 2 places. Lettre de principe reçue en mars.
  - L'ADMR recherche d'autres entreprises ? sur Guissény ?

Mme CABON indique qu'il appartient au conseil municipal de se prononcer sur :

- Le nombre de places réservées par Guissény
- Les critères d'attribution des places
- Durée de la réservation
- La cession d'un terrain,

Suite à l'exposé, il est proposé :

1. de réserver les 10 places restantes et d'en assurer le financement dans les budgets à venir,
2. d'autoriser l'ADMR à conventionner avec les autres communes qui la solliciteront,
3. de prioriser les enfants résidents à GUISSENY en l'absence de conventionnement avec les autres communes,
4. d'autoriser la cession de l'assiette nécessaire à la construction de la micro-crèche à l'association au NOGUEL 1 ; (à titre indicatif il est rappelé que valeur estimée est 17€/m², ce qui équivaut à la valeur d'achat du terrain en 2013)

Herveline CABON, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »* accepte :

Article 1 : de réserver les 10 places et dans assurer le financement dans les budgets à venir,

Article 2 : d'autoriser l'ADMR à conventionner avec les autres communes qui la solliciteront,

Article 3 : de prioriser les enfants résidents à GUISSENY en l'absence de conventionnement avec les autres communes,

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Article 4 : d'autoriser la cession de l'assiette nécessaire à la construction de la micro-crèche à l'association au NOGUEL 1,

Article 5 : d'autoriser le maire à signer et à réaliser tous actes nécessaires à l'exécution de la délibération,

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

CM/23-07002 annexe 1

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

Projet de création d'une micro-crèche associative sur la commune de Guissény

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

Plan

1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane
2. Le projet de Micro-crèche associative en tarification PSU
   1. Répondre au besoin des familles
   2. Attirer les familles sur la commune
   3. Les assistantes maternelles
   4. Investissement de la commune pour sa population
   5. Coût du projet
   6. Etat d'avancement du projet
   7. La suite du projet
3. Questions

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane

- Réseau ADMR :
  - 1er réseau national associatif de service à la personne
  - 94.000 salariés
  - 85.000 bénévoles
  - 720.000 clients
  - 99 millions d'heures d'intervention – 2 milliards d'euros de produits
  - Depuis 1945
  - 1 Union Nationale
  - Des Comités Régionaux
  - 92 fédérations Départementales
  - 2.700 associations

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane

- Fusion de 4 associations locales en 2015 puis de 2 associations en 2022
- 250.000 h d'intervention par an,
  - pour 2.500 personnes aidées,
  - Satisfaites a minima à 96,3 % (enquêtes de satisfaction depuis 2018)
  - En s'appuyant sur :
    - 250 collaborateurs :
      - 91% en CDI,
      - 9 ans d'ancienneté moyenne,
      - 68,4% du personnel d'intervention diplômés
      - 26 salariés de l'ADMR habitent dans les 4 communes du projet MC
      - 14 salariés de l'ADMR habitent Guissény
    - 9 points d'accueil physique : Bohars, Gouesnou, Guilers, Guipavas, Kerlouan, Landerneau, Lesneven, Ploudaniel, Plouider, Plouzané
- Une équipe de 50 bénévoles



ADMR Lesneven Océane - Guissény – 21/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane

- 1 mission :
  - apporter des services à l'ensemble de la population, de la naissance à la fin de vie, pour une peu plus de confort, pour retrouver un équilibre familial, ou tout simplement pour continuer à vivre chez soi.
- 2 objets sociaux statutaires :
  - Une activité de service à la personne dans le champ concurrentiel :
  - Premier objet social des statuts de l'association « cette association a pour buts : 1. d'aider à tous les moments de leur existence toute famille ou personne habitant dans les communes et les quartiers où elle exerce son action. Pour ce faire, elle assure la responsabilité matérielle morale de la marche d'une ou plusieurs branches d'activité pouvant concourir à la réalisation de cet objectif. Elle est ou peut devenir employeur de toutes personnes utiles à cette action du social, du médico-social et du sanitaire... »
  - Prestations de service réalisées par des salariés facturées aux clients qui payent avec une éventuelle prise en charge extérieure
  - Une activité bénévole en faveur du lien social :
  - Second objet social des statuts de l'association : « cette association a pour buts : ...2. De développer un climat familial et d'intensifier les courants de solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes qu'elle dessert en faisant participer les familles, notamment celles ayant bénéficié de l'action de l'association. »
  - Actions d'animation sociale et de prévention de la perte d'autonomie réalisées par des bénévoles et des prestataires extérieurs, gratuites pour les bénéficiaires
  - Financement par les subventions communales (lien social) et par la CNSA (prévention)

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane

- Les activités de SAP réparties en 4 pôles d'activité :
  - Services et soins aux séniors
    - Aide à domicile : aide au lever, aide au coucher, aide aux repas, aide à la toilette, entretien du logement, livraison de repas, aide administrative, petit jardinage, petit bricolage, transport accompagné (y compris de personne à mobilité réduite),...
    - Soins à domicile : soins d'hygiène, de confort et actes infirmiers, soins suite à un retour d'hospitalisation, équipes spécialisées Alzheimer, hospitalisation à domicile – modification en cours avec la réforme des Services Autonomie
    - Actions de prévention et d'éducation à la santé
    - Téléassistance mobile et domotique Filien ADMR
    - Aide aux aidants (accueils de jour, plateformes de répit, café des aidants)
    - Habitats regroupés (Habiter Autrement ADMR) et établissements d'accueil (résidences autonomie, maisons de retraite, hébergements temporaires...)
  - Accompagnement du handicap
  - Entretien de la maison
    - Entretien du linge
    - Entretien du logement
    - Petit jardinage, petit bricolage
    - Gardiennage de maison et d'animaux
  - Enfance et Parentalité : solutions adaptées à toutes les situations familiales
    - garde d'enfants à domicile ou en accueil collectif
    - aide à la parentalité

ADMR Lesneven Océane - Guissény – 21/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

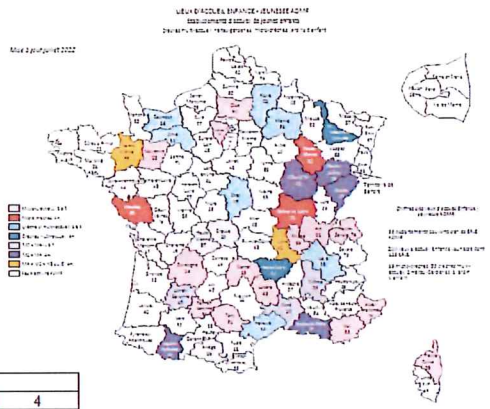
1. Présentation de l'association ADMR Lesneven Océane

- Informations sur notre association :
  - Site web : https://www.admrlesnevenoceane.admr.org/
- Actualités sur notre association :
  - Facebook : https://www.facebook.com/ADMRLO/
    - Dont page vidéo avec vidéos sur animation sociale : https://www.facebook.com/ADMRLO/videos
  - LinkedIn : https://fr.linkedin.com/company/admr-lesneven-oceane

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2. Le projet de Micro-crèche associative en tarification PSU

- Enfance et Parentalité
  - 36 départements couverts par des EAJE
  - 200 lieux d'accueil enfance jeunesse
  - 69 micro-crèches
- Une vraie expertise du réseau
- Une vraie complémentarité avec notre activité de garde d'enfants à domicile (dossier FIPE prochainement ?)
- Différence entre tarification PAJE (10 € / h max) et tarification PSU



Montant de la participation familiale horaire :			Nb d'enfants dans le foyer			
			1	2	3	4
			0,0619%	0,0516%	0,0413%	0,0310%
minimum	Plancher	754,16 €	0,47 €	0,39 €	0,31 €	0,23 €
maximum	Plafond	6 000,00 €	3,71 €	3,10 €	2,48 €	1,86 €

'2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.1 - Répondre au besoin des familles

- Les **partenaires** réunis pour travailler sur le projet de création d'une MC associative ont tous exprimé leur soutien :
  - **CAF** : M. Jérôme ARROS, Conseiller Technique Territorial. Instructeur du dossier.
  - **REPAM** : Mme Isabelle LE BORGNE, Educatrice de Jeunes Enfants, référente des communes de Guissény, Goulven, Kerlouan, Kernilis, Kernouès, Lanarvily, Plouider, PBP, Saint-Frégant
  - **CLCL** :
    - M. Yves QUINQUIS, Vice-Président en charge de l'enfance jeunesse
    - Mme Aurélie MARTIN, nouvelle VP en charge de l'enfance jeunesse
  - **CDAS** : Mme Léna COJEAN, Médecin de PMI, secteur Landerneau / Lesneven
  - **SAJE** : Mme Amélie HENRY, Puéricultrice mode d'accueil, secteur pays de Brest (visite des locaux 2 rue Ste Anne le 06/01/23)
  - Le Médecin spécialiste en **pédiatrie**, le Dr Nicolas GOURMELON

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.1 - Répondre au besoin des familles

- Données **CAF** partagées lors de la séance de travail du 18/10/22 dédiée à l'étude des besoins sur le secteur Kerlouan / PBP / St Frégant / Guissény :
  - Nombre de naissances plutôt stable depuis 3 ans
  - Nombre d'enfants de moins de 3 ans parfaitement stable : 123 en 2019 et 2021
  - Nombre d'AMA en baisse depuis 3 ans
  - L'accueil des enfants de moins de 3 ans est exclusivement assuré par les AMA
  - Chacune des 4 communes est en déficit d'offre d'accueil : les parents quittent leur commune de résidence pour trouver un moyen de garde à leur enfant de moins de 3 ans
    - Guissény : 38 enfants de moins de 3 ans, taux de couverture de 31 % = 26 enfants sans solution d'accueil formel = la capacité totale d'accueil de la MC
    - St Frégant : 31 .....23,5% = 24 enfants ...
    - PBP : 23 .....55,7% = 10 enfants
    - Kerlouan : 31 .....50,8% = 15 enfants
    - Total : 75 enfants de moins de 3 ans sans solution d'accueil formel = 3 fois la capacité d'accueil de la MC
  - Absence de choix du mode de garde pour les familles
- La CAF a toujours confirmé le besoin lors de chacune des séances de travail (21/09/22, 18/10/22, 07/11/22, 19/04/23)
- La CAF aurait déjà mis un terme au projet s'il ne répondait pas à un besoin.
- La CAF ne validera pas un projet qui lui serait soumis s'il ne répond pas à un besoin.

ADMR Lesneven Océane - Guissény – 21/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.1 - Répondre au besoin des familles

- **Projet social de territoire de la CLCL** : pages 4 et 5
- **Des jeunes actifs qui déplorent le manque,** dans plusieurs communes, **de places d'accueil des jeunes enfants en collectif** (plus d'1 famille sur 3 ayant un enfant en bas âge) et également en individuel (un peu moins d'une famille sur 4)
- **Quelques communes** (Saint-Frégant, Kerlouan et Guissény) **identifient également un besoin en matière de modes de garde**
- **Crèches** non accessibles à tous les habitants : **manque de places**
- Inciter les petites communes à des regroupements pour **ouvrir des structures collectives** (crèches, micro-crèches…)
- Inciter des entreprises à se regrouper pour créer des crèches d'entreprises mutualisées
- L'offre d'accueil insuffisante sur certaines communes peut **limiter l'attractivité pour les jeunes ménages et renforcer le vieillissement** de ces communes
- En l'absence d'offre d'accueil (de garde) suffisante, **risques de fermetures de classes** ensuite, puis « **mort des petites communes** »

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.1 - Répondre au besoin des familles

- **Pacte social 2023 – 2026 CTG CLCL** :
- Signé par toutes les communes de la CLCL et donc par Kerlouan / PBP / St Frégant / Guissény
- En page 15, article 8 « les enjeux partagés au regard des besoins », il est indiqué que « le diagnostic pour le pacte social a permis d'identifier les besoins prioritaires du territoire de la CLCL ». Parmi ces dernier, l'alinéa « l'accompagnement à la parentalité » intègre l'objectif de développement suivant : « favoriser la diversité des modes d'accueil ».
- L'article 9 « engagements des partenaires » précise que « les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre de la présente convention ».
- L'annexe 3 « plan d'actions 2023-2026 » contient les actions suivantes au titre du « 4ème enjeu de cohésion sociale sur le territoire de la CLCL : accompagner à la parentalité » :
- au titre de l'action « 4.2 assurer l'accompagnement de l'enfant de 0 à 17 ans »
  - « harmonisation des pratiques communales à l'égal accès des familles aux structures d'accueil enfance et jeunesse »
- au titre de l'action « 4.4 favoriser la diversité des modes d'accueil »
  - « permettre aux familles de disposer d'un mode de garde »
  - « convention commune / EAJE »

ADMR Lesneven Océane - Guissény – 21/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.1 - Répondre au besoin des familles

- Les communes refusant de prendre des places (PBP et St Frégant – Kerlouan ?) :

« Leur refus de prendre des places sera difficilement tenable dans la durée compte tenu du besoin des familles »

- Propos tenus par tous les partenaires associés à la conduite du projet
- Des refus motivés par des considérations étrangères aux besoins des familles

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.2 - Attirer les familles sur la commune

- **Une MC ne vise pas seulement à répondre à un besoin immédiat mais aussi à attirer des familles :** volet aménagement du territoire du projet
- En complément de l'offre de services à la population existante :
  - Lotissement du Noguel
  - Maison Médicale et Sociale
  - Etablissements scolaires : écoles maternelles et élémentaires, collège
  - Infrastructures sportives
- Contribue à la dynamique communale :
  - Écoles
  - Commerces
  - Clubs sportifs
  - Création d'emplois : près de 5 ETP

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.3 - Les Assistantes Maternelles Agréées

- Toujours opposées à un projet de création d'EAJE
- L'intensité de leur opposition au projet dépend de la manière dont elles sont associées au projet :
  - En amont :
    - Informer (réunion d'information)
    - Voire associer (participation à l'organisation des locaux, au choix d'équipements, ...)
  - En aval :
    - Mutualisation des équipements
    - Activités réalisées en commun
    - Recrutement d'Assistantes Maternelles Agréées (3 ans d'expérience)
- Les AMA travaillent davantage qu'ailleurs : conséquence de l'insuffisance de l'offre d'accueil (5,8 enfants de moins de 3 ans à Guissény / 3,1 sur la CLCL / 2,9 sur le 29 / 2,4 en France)
- « les difficultés des AMA se gèrent par le dialogue et leur association au projet » dixit élus de Plouider

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.4 – Investissement de la commune pour sa population

L'ordre de grandeur du **reste à charge annuel d'une place en MC** pour une commune réservataire est connu : **6 K€.**
C'est le coût du reste à charge d'une place à la MC de Plouider (bien qu'il manque quelques dépenses dans le compte d'exploitation de la MC payées par la commune directement. Ex : assurances)

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.5 – Coût du projet

- Le budget **d'investissement** :
  - Construction d'un bâtiment neuf (BBC ou HQE) zone du Noguel
  - Cf. tableur excel
- Le budget de **fonctionnement** :
  - Cf. tableur excel



ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.6 – Etat d'avancement du projet

- 30/06/23 : dépôt du dossier à la CAF
- Juillet : instruction sommaire par le technicien CAF : la qualité du dossier est saluée
- 30/09/23 : dépôt des 3 pièces manquantes
  - Devis et plans du constructeur
  - PIAJE
  - Délibération des conseils municipaux sur la prise de place
- 10/10/23 : passage de notre dossier en pré-commission de la CAF
- 15/10/23 : dépôt du dossier à la MSA
- ? : soutien de la CLCL via le dispositif régional « Bien vivre partout en Bretagne»
- 07/11/23 : passage en commission de la CAF
- Réception de la notification de la décision de la CAF : conférence de presse

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

2.7 – Quelques grandes étapes de la suite du projet

- Validation des plans avec le SAJE de la PMI du CD29
- Acquisition du terrain
- Dépôt du permis de construire
- Contact avec les AMA via leur association « les petits pagans »
- Conférence de presse
- Début des travaux
- Pose de la 1ère pierre
- Recrutement de la référente technique
- Achat du mobilier et des équipements
- Recrutement de l'équipe
- Fin des travaux
- Ouverture au public : janvier 2025 ? Septembre 2025 ?

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

3 - Vos questions

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM_23002-DE

ADMR
pour tous, toute la vie, partout

Merci de votre attention

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07003-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07003

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Construction d'une Maison d'assistants.es maternels.les

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe au maire en charge des politiques familiales, indique que depuis juin 2021, la municipalité est en réflexion avec les assistantes maternelles de la commune afin de les accompagner sur leur projet de réalisation d'une maison d'assistants.es maternels.les.

Afin qu'elles puissent s'engager plus loin dans leur demande auprès des instances (CAF, PMI...) elles souhaitent connaitre emplacement que la commune pourrait mettre à leur dispostion.

Mme CABON propose que la MAM intègre les ateliers et soit inclus dans le projet mixte « COMMUNE - DIWAN » de réhabilitation de ce batiment.

Herveline CABON, rapporteuse, entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »*, accepte de positionner la future MAM dans les ateliers

À Guissény, le 21 septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07004

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Convention d'occupation du domaine public
Servitude passage infrastructure support souterrain MEGALIS-AXIONE

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur LE GUEN, Adjoint au maire en charge de l'urbanisme et du cadre de vie, informe de la pose d'une infrastructure de support pour les câbles en fibre optique dans le sous-sol des parcelles AB85, BC33, BC30 BC32 par MEGALIS/AXIONE. Afin que ces travaux puissent être réalisés, une convention est nécessaire.

Lecture de cette proposition de convention est faite au conseil municipal (voir annexe 1 et 2).

Gérard LE GUEN, rapporteur, entendu

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,*

Article 1 : accepte les termes de la convention avec MEGALIS,

Article 2 : autorise le maire à signer la convention avec MEGALIS,

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

CM 23-07004 annexe 1

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE

Syndicat mixte de coopération territoriale

CONVENTION AMIABLE DE SERVITUDE POUR LE PASSAGE D'UNE INFRASTRUCTURE SUPPORT SOUTERRAINE EN DOMAINE PRIVE (INTER)COMMUNAL

Entre les soussignés

Le syndicat mixte de coopération territoriale Megalis Bretagne domicilié ZAC Les Champs Blancs – 15 rue Claude Chappe – Bât B – 35510 CESSON-SEVIGNE, représenté aux fins des présentes par son Président, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD dûment habilité à cet effet

désigné ci-après sous la dénomination "**Megalis Bretagne**"

d'une part

et

La commune de GUISSENY
Représentée par [NOM / Fonction / adresse de la collectivité]
En vertu de la délibération N°..... en date du .....

désigné ci-après sous la dénomination "**le propriétaire**"

d'autre part

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et techniques de l'autorisation de pose d'une infrastructure support pour le passage de câbles en fibre optique (l'ensemble étant ci-après dénommé l'« Infrastructure » ou l' « Ouvrage ») dans le sous-sol des parcelles désignées ci-après.

Article 2 : DESIGNATION PARCELLAIRE

Le propriétaire, après avoir pris connaissance du tracé de l'Infrastructure visée en objet, tel qu'indiqué sur le plan sommaire en annexe 1, accorde à Mégalis Bretagne, une servitude d'implantation sur la(les) parcelle(s) désignées ci-après dans la commune de PLOUDANIEL .

Parcelles :

Cadastrées N°: AB 85 / BC 33 / BC 30 / BC 32.....
Adresse : LA SECHERIE .....
Contenance : 570 / 151 / 101840 / 5072 M²....

Article 3 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

3.1.-Droits et obligations de Mégalis Bretagne

3.1.1 - Droits

Cette servitude d'implantation donnera droit à Mégalis Bretagne et à toute personne mandatée par elle (sauf modifications figurant à l'article 4 : clauses et conditions particulières) :

3.1.1.1 - d'enfouir dans le sol une infrastructure support constituée d'un ou plusieurs fourreaux destinés à recevoir des câbles de fibre optique et de une ou plusieurs chambres télécoms. Les fourreaux seront enterrés à une profondeur d'un mètre environ par rapport à la surface normale du sol, cette profondeur pouvant être ramenée toutefois à soixante centimètres notamment en cas de terrain rocheux compact, et de procéder au remplacement éventuel de tout ou partie de ladite infrastructure ;

3.1.1.2 - d'une façon générale, de pénétrer en tous temps et d'exécuter tous les travaux nécessaires sur le terrain pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de l'infrastructure implantée ;

3.1.1.3 – le cas échéant, d'établir en limite du terrain des bornes ou balises de repérage de l'Ouvrage.

Toutefois, si, ultérieurement, à la suite d'un remembrement ou de tout autre cause, les limites cadastrales venaient à être modifiées, Mégalis Bretagne s'engage, à la première réquisition du propriétaire, à déplacer, sans frais pour ce dernier, les bornes de repérage et à les placer sur les nouvelles limites.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Aucune des parties ne pourra formuler de réclamation dans le cas où la longueur réelle sur laquelle s'exerce la servitude d'implantation, apparaîtrait, après achèvement des travaux, comme différente de celle indiquée au tableau joint, cette différence ne pouvant toutefois excéder 1/5 en plus ou en moins.

3.1.1.4. de partager le(s) fourreau(x) visé(s) à l'article 3.1.1.1 avec un ou plusieurs autres opérateurs. Mégalis Bretagne informera le propriétaire de cette modification.

3.1.1.5 L'ouvrage implanté demeurera la pleine et entière propriété de Mégalis Bretagne.

3.1.2 - Obligations

Mégalis Bretagne s'engage :

3.1.2.1 - à communiquer au propriétaire huit jours au moins avant la date prévue pour la première intervention, l'identité de ses agents ou des agents de la société mandatée par elle, ainsi que la date de commencement des travaux. Afin de pouvoir prouver leur identité, les agents autorisés seront munis d'une lettre d'accréditation signée par Mégalis Bretagne et par la société mandatée par elle. Toute modification de la liste des agents accrédités sera notifiée au propriétaire ;

3.1.2.2 - à agir en lieu et place du propriétaire lorsque la réalisation des ouvrages requiert l'accomplissement préalable de procédures établies par les lois et règlements nécessaires à la mise en place de la servitude ;

3.1.2.3 - à exécuter tous les travaux de telle sorte que les dommages à la propriété et aux cultures soient réduits au minimum ;

3.1.2.4 - à remettre en état les terrains à la suite des travaux de pose de l'Infrastructure support et des travaux de réparation ou d'enlèvement de cette dernière, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le propriétaire aura la libre disposition de la bande de servitude susvisée, sous réserve de ce qui est stipulé au paragraphe 3.2 ;

3.1.2.5 - à replacer les bornes cadastrales qui lui auront été signalées et dont la position aura été indiquée avant travaux ;

3.1.2.6 - après la réalisation des formalités de publication, à adresser à la collectivité une copie de la convention à laquelle sera annexé un plan de l'Ouvrage ;

3.1.2.7 - à assumer la responsabilité de tous dommages trouvant leur origine dans l'ouvrage implanté sur la ou les parcelles susvisées ;

3.1.2.8 - à indemniser l'ayant droit (propriétaire ou exploitant) des dommages qui pourraient être causés au terrain en raison de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de réfection ou de suppression de l'Infrastructure ou de l'exercice du droit d'accès au terrain, et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

3.2- Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la pleine propriété du terrain.

Il s'engage :

3.2.1 - à ne procéder à aucune construction, ni dépôts, ni remblais, à aucune plantation d'arbres dans la bande de servitude dont les caractéristiques figurent à l'article 1,

3.2.2 - à maintenir le libre accès à l'Ouvrage 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ;

3.2.3 - à limiter à 60 centimètres la profondeur des façons culturales qui pourraient être faites dans la bande de servitude et d'une façon générale à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'Infrastructure ;

3.2.4 - à indiquer la servitude à l'exploitant éventuel du terrain, ou au nouvel exploitant en cas de changement ;

3.2.5 - en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou plusieurs des parcelles considérées, à indiquer au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention ;

3.2.6 - à maintenir en place les bornes ou balises repérant les ouvrages ;

3.2.7 - à signaler par lettre recommandée à l'interlocuteur technique désigné en annexe 2, dans un délai d'un mois, toute intention de démolir, réparer, modifier, clore ou de bâtir la propriété ;

3.2.8 – à se conformer aux obligations résultant des articles L554-1 et suivants du Code de l'environnement, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Il est enfin précisé qu'en cas de pluralité de propriétaires regroupés sous la dénomination de « Propriétaire », il y aura solidarité entre eux.

Article 4 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention portant création de servitude sera valable pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages de communications électroniques ou jusqu'à leur enlèvement par Mégalis Bretagne.

Article 5 - JOUISSANCE DES DROITS

Mégalis Bretagne aura la pleine et entière jouissance des droits cédés à partir du jour de la signature de la présente convention par le propriétaire.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Article 6 - ENREGISTREMENT, TIMBRE et PUBLICITE FONCIERE

Les parties comparantes, après avoir déclaré que l'état civil indiqué en tête des présentes est exact, donnent tous pouvoirs à Megalis, avec reconnaissance d'écriture et de signature, à l'effet de procéder à la publication et à l'enregistrement de cet acte au service de publicité foncière.
Toutes les stipulations de la présente convention ont été arrêtées, acceptées et signées par les contractants qui déclarent et affirment en avoir eu lecture, et approuvent.

La présente convention sera dressée en trois exemplaires signés par les deux parties.

Article 7 - DECLARATIONS

7-1- Concernant la personne

Le Propriétaire déclare :

- que l'état civil indiqué en tête des présentes est exact ;

- qu'il n'est pas en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ;

- qu'il n'est placé sous aucun régime de protection légale, qu'aucune instance ou mesure de procédure dans ce domaine n'est actuellement en cours et qu'aucune mention ne figure à son sujet au répertoire civil.

7-2- Concernant l'immeuble

Le propriétaire s'engage à informer les Services de Mégalis Bretagne de l'existence de tout privilège immobilier spécial, de toute hypothèque ou de toute autre servitude dont il aurait connaissance.

Le propriétaire s'oblige à garantir Mégalis Bretagne contre tous les recours dont celui-ci pourrait être éventuellement l'objet, soit de créanciers privilégiés ou hypothécaires, soit de titulaires, connus de lui, de tous droits réels susceptibles de grever la bande de servitude.

Fait à GOUESNOU le 24/04/2023

Le propriétaire

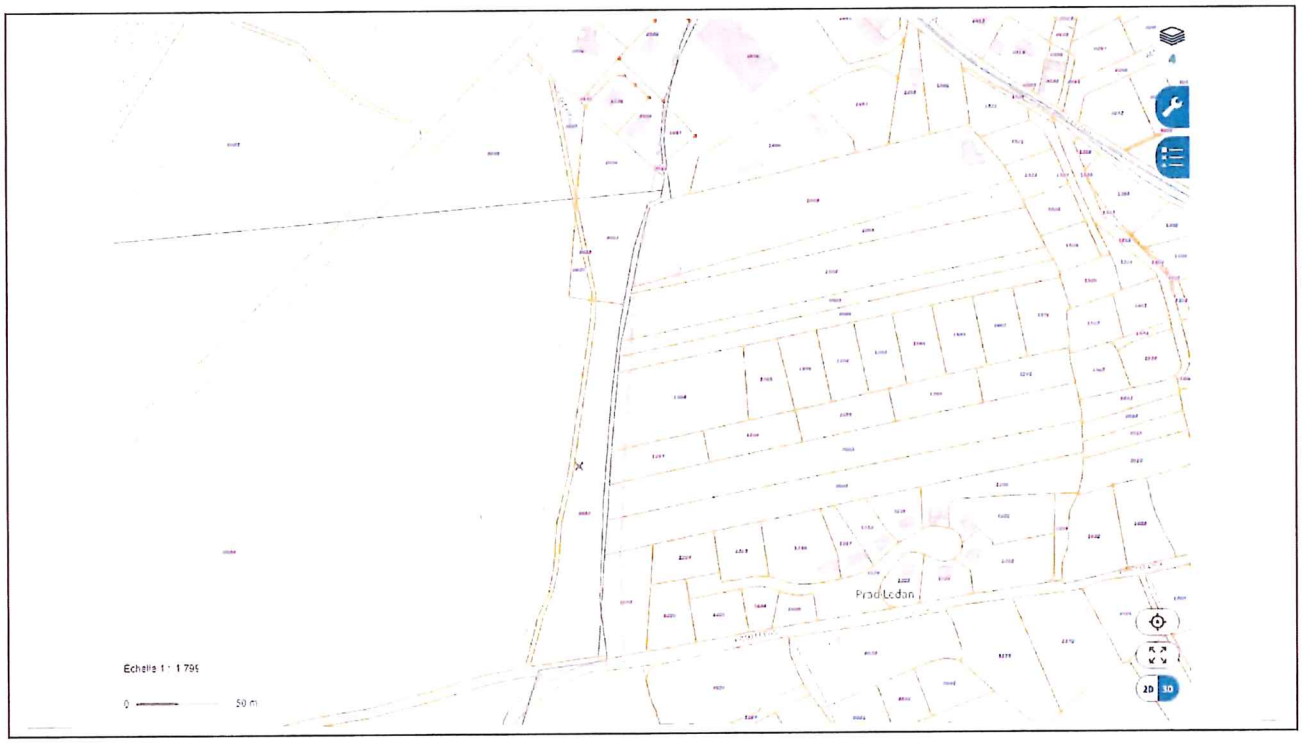
Pour Megalis Bretagne
Le Président,
Loïg CHESNAIS-GIRARD
Pour le Président et par mandat

LE SECH HUBERT

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

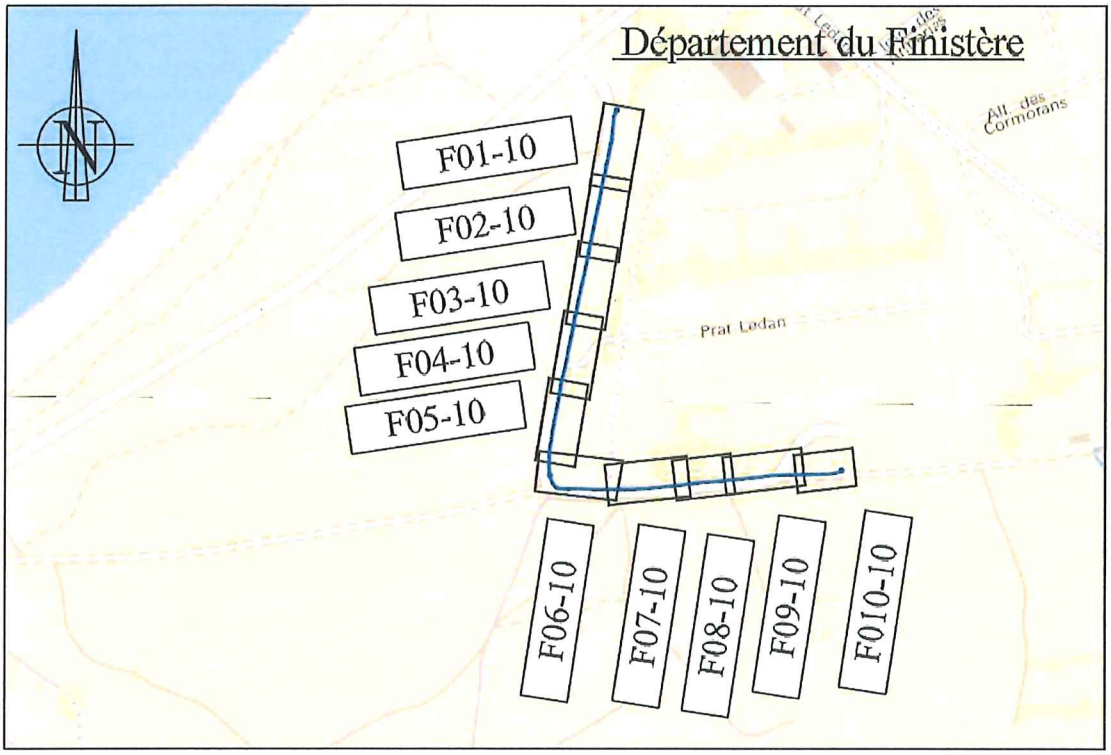
Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale

Annexe n° 1 Plan sommaire



Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

Mégalis BRETAGNE
Syndicat mixte de coopération territoriale



Annexe 2 : Interlocuteur technique

Mégalis Bretagne
Syndicat mixte de coopération territoriale
Direction du projet Bretagne Très Haut Débit

Mail : bthd@megalisbretagne.org
Adresse postale : ZAC des Champs Blancs, 15 rue Claude Chappe, Bâtiment B, 35510 CESSON SEVIGNE

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

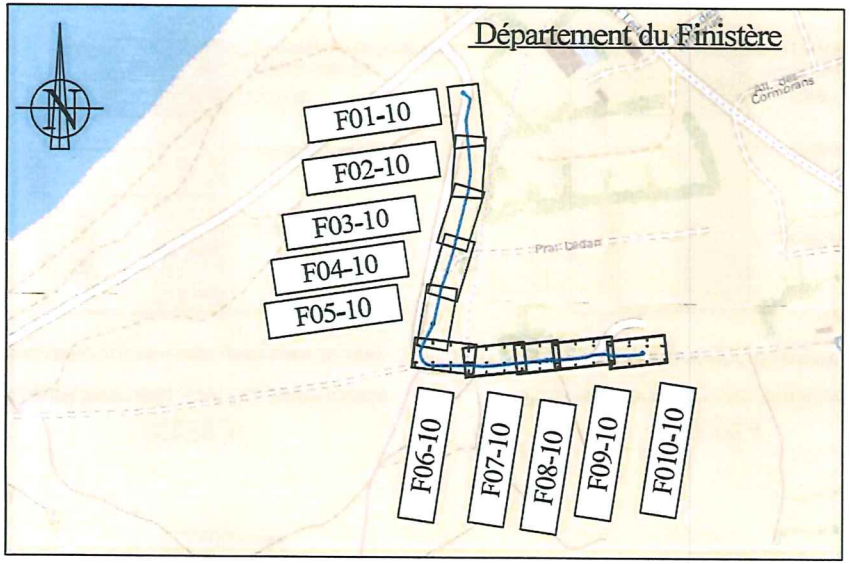
CM 23-07004 annexe 2

MAITRE D'OUVRAGE : Mégalis BRETAGNE

MAITRE D'OEUVRE : AXIONE / BOUYGUES ENERGIES & SERVICES

Marché public 2018-08_BTHD_P2-P3 – Marché de conception-réalisation une partie du réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique du territoire de la région Bretagne

CONCEPTION REALISATION : AXIONE / BOUYGUES ENERGIES & SERVICES



NMBKAN_S016 – ZDEP 01230 – ZGP 01230
GUISSENY
LA SECHERIE

1	06/05/2022	Création du plan	ETA	AXIONE	AXIONE
Indice	Date	Modification	Etabli par	Vérifié par	Validé par
EXE-PGC-N°01230_NMBKAN_S016_V1			ECHELLE SANS	STATUT EXE	PLAN 00/00

LEGENDE

SYMBOLES

- Chambre créée (ici, K2C)
- Chambre créée (ici, L3T)
- Chambre existante (ici, K2C)
- Chambre existante (ici, L3T)
- Armoire PM
- Logette ERDF
- DF FF — Début de forage - Fin de forage
- Regards de visite
- Regards de branchement
- grilles, avaloirs
- Coffrets, armoires
- Support Pylone Tension
- candelabres, lampadaires

RESEAUX

- Réseau Mégalis créé
- TEL — Réseau Orange existant
- FO — Fibre Optique
- W — Adduction eau potable
- S — Eau pluviales
- E — Energie basse et moyenne tension
- Energie haute tension
- E — Eclairage public
- S — Eau Usées
- GAZ — Gaz
- Gaz HP
- O — Autres
- Opération de Localisation
- Cadastre TOPO

L' implantation des réseaux de concessionnaires n' est reportée sur les plans qu' à titre purement indicatif, ces informations sont donc transmises sous toutes réserves. Toute indication qui s' avérerait erronée ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du bureau d'étude.

Projection : Lambert 93

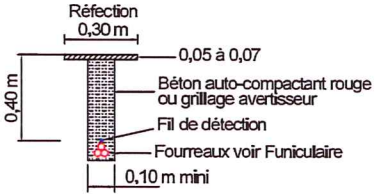
Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

COUPES TYPE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	SANS	EXE	00 / 00

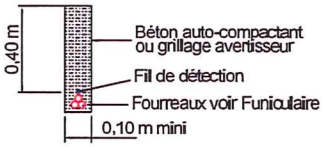
COUPE 1

Pose micro-tranchée sous chaussée
(Nota : Réfection selon gestionnaire de voirie)



COUPE 2

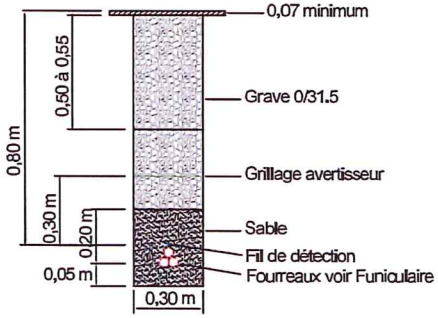
Pose micro-tranchée en rive de chaussée
(Nota : Réfection selon gestionnaire de voirie)



COUPE 3

Pose traditionnelle sous chaussée lourde

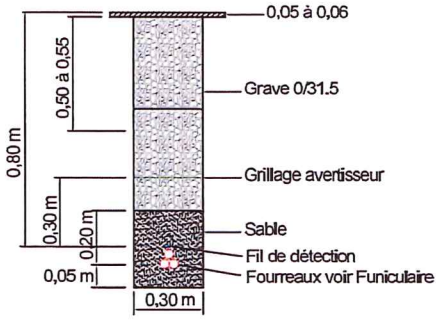
(Nota : charge et remblai selon gestionnaire de voirie)



COUPE 4

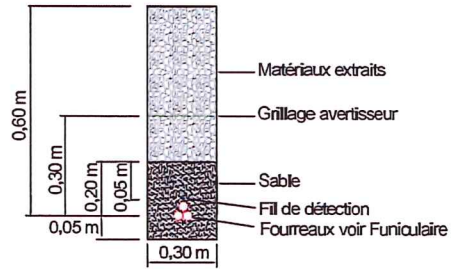
Pose traditionnelle sous chaussée légère

(Nota : charge et remblai selon gestionnaire de voirie)



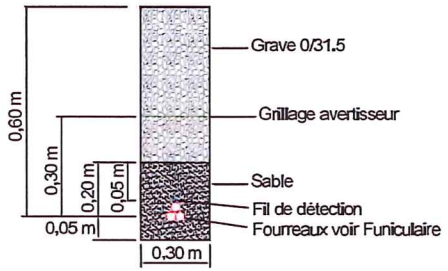
COUPE 5

Pose traditionnelle en terrain naturel, Espace Vert
Fond de Fossé ou sous accotement > 1m de la chaussée
(Nota : Réfection selon gestionnaire de voirie)



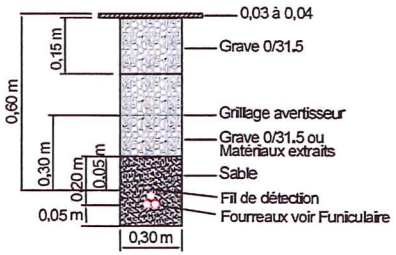
COUPE 6

Traditionnelle sous accotement
< 1 m de la chaussée
(Nota : Réfection selon gestionnaire de voirie)



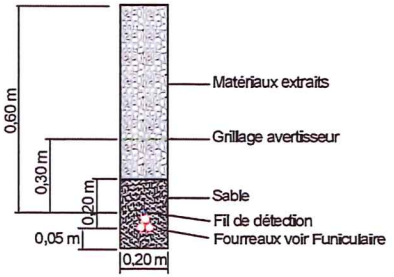
COUPE 7

Pose traditionnelle sous trottoir et Piste Cyclable
(Nota : Réfection selon gestionnaire de voirie)



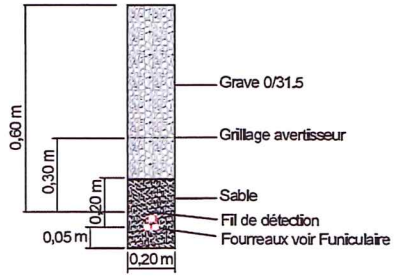
COUPE 8

Pose mécanisée en terrain naturel
ou sous accotement > 1m de la chaussée
(Nota : charge et remblai selon gestionnaire de voirie)



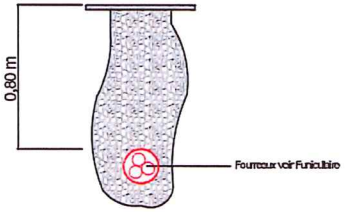
COUPE 9

Pose mécanisée sous accotement
< 1m de la chaussée
(Nota : charge et remblai selon gestionnaire de voirie)



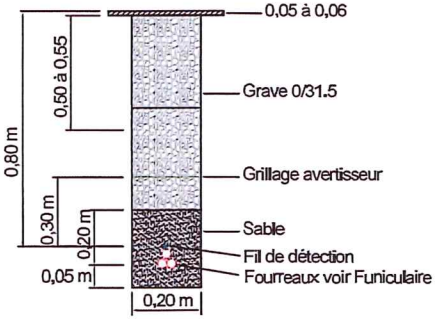
COUPE 10

Fonçage



COUPE 11

Pose mécanisée sous chaussée
(Nota : charge et remblai selon gestionnaire de voirie)



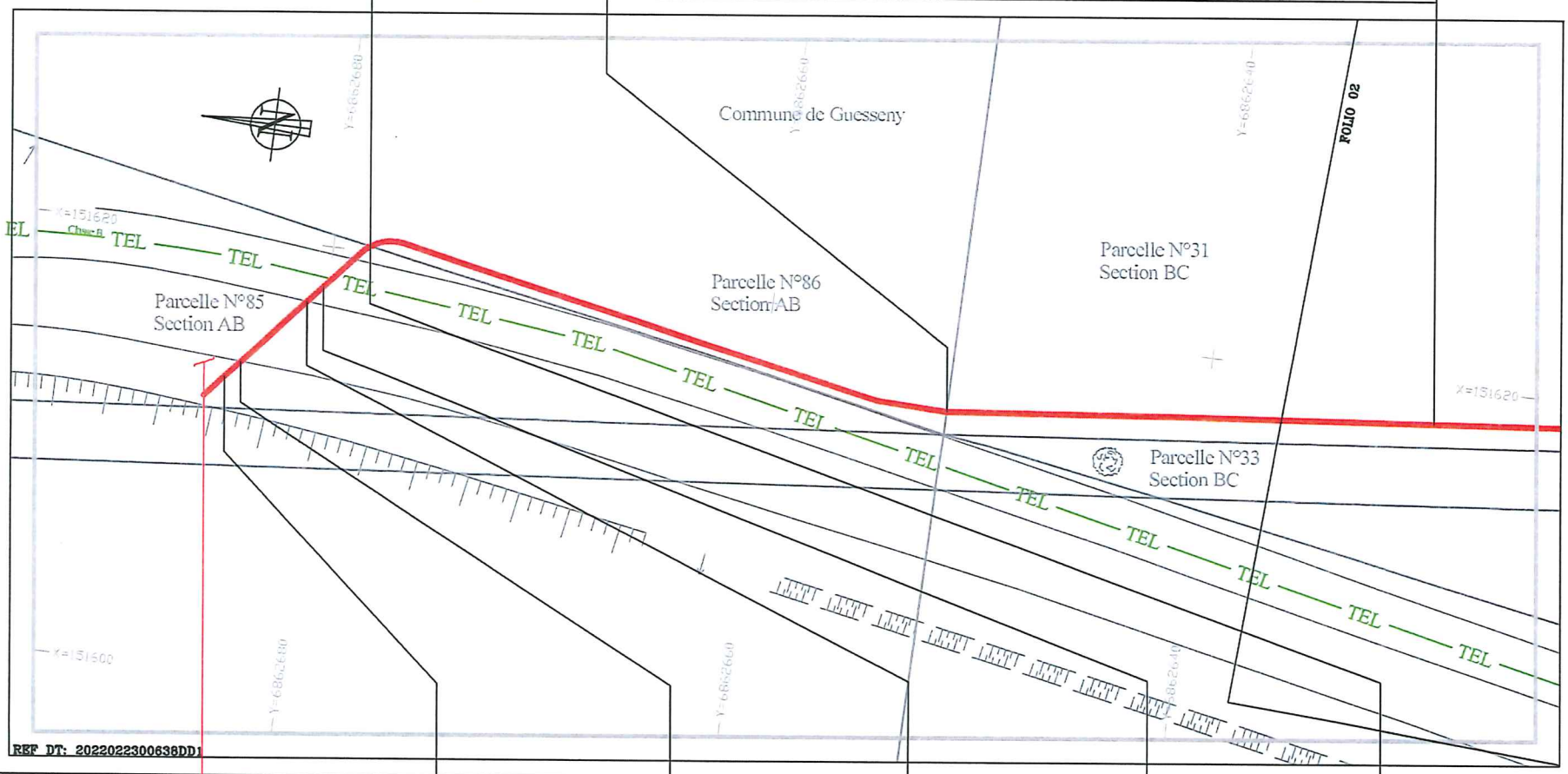
COUPE 12

Coupe spécifique

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	01/ 10

Code INSEE–N° chambre			
Type / Propriétaire			
Distance interchambre Précédente / Suivante			
Observation			
Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077	
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°86–SECTION AB	PARCELLE N°31–SECTION BC	
Gestionnaire de voirie	PRIVE	PRIVE	
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60	
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 27.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 22.00 ml NON NON	
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS	



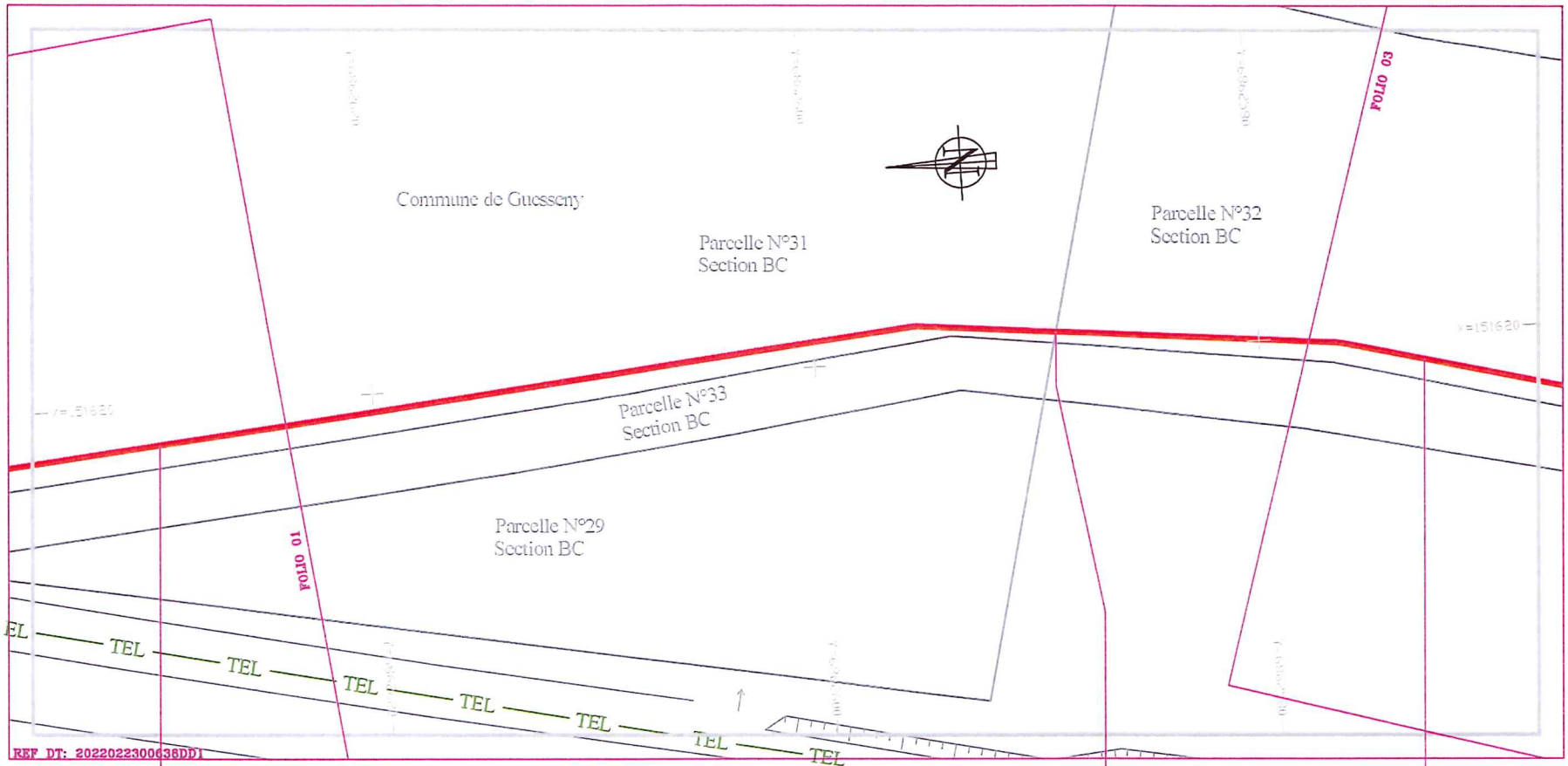
REF DT: 2022022300638DD1

Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°85–SECTION AB	PARCELLE N°85–SECTION AB	PARCELLE N°85–SECTION AB	PARCELLE N°85–SECTION AB	PARCELLE N°85–SECTION AB
Gestionnaire de voirie	PRIVE	PRIVE	PRIVE	PRIVE	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT >1.00m COUPE 5 0.60	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60	TRAD CHAUSSEE LEGERE COUPE 4 0.80	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60	TRAD ACCOTEMENT >1.00m COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 1.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 1.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 4.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 1.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 3.00 ml OUI NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS	MEGALIS	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre	29077–0098	
Type / Propriétaire	POT	MEGALIS
Distance interchambre Précédente / Suivante		270.00m
Observation	A POSER	

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	02/ 10

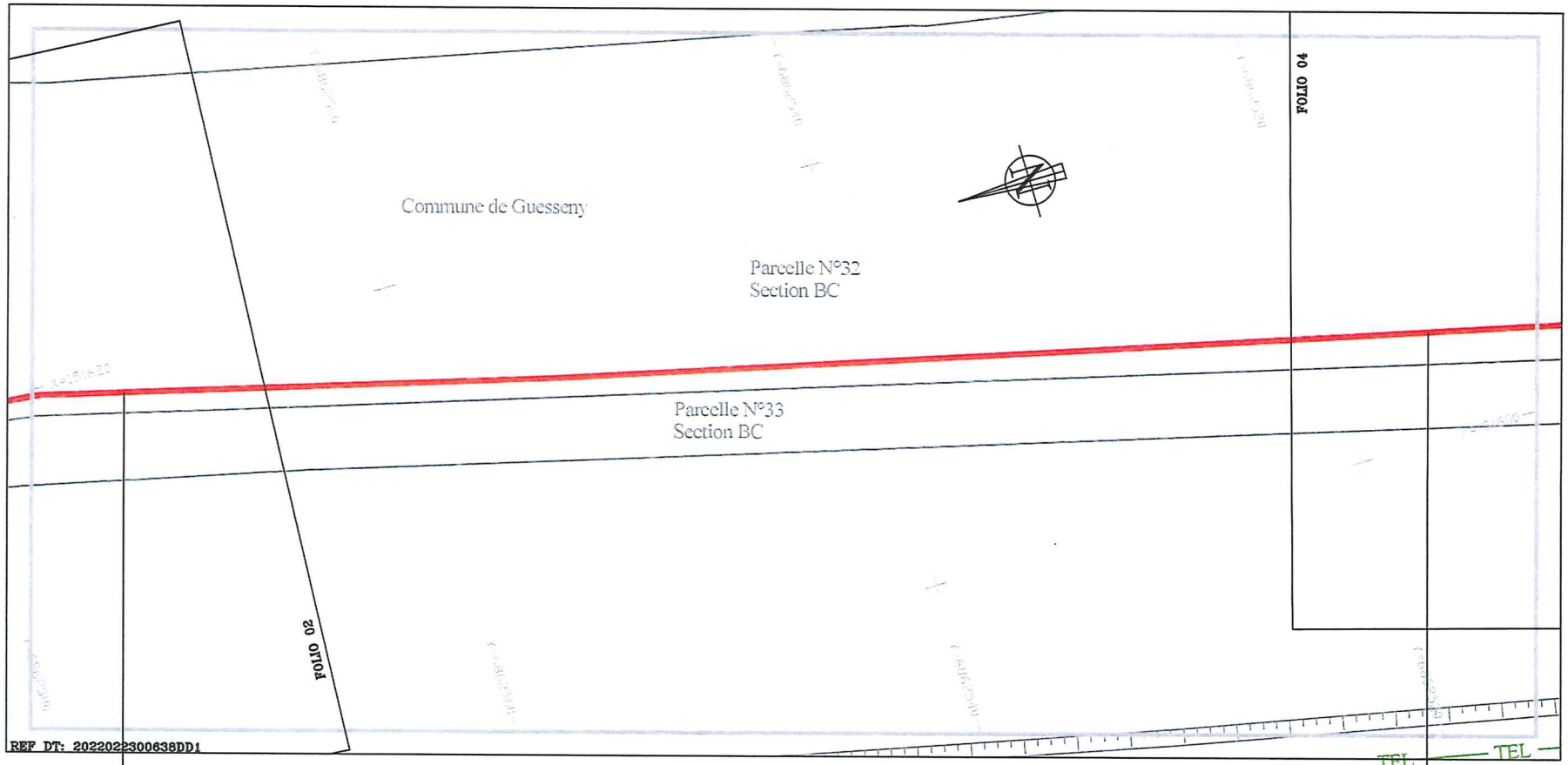


Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°31–SECTION BC	PARCELLE N°32–SECTION BC
Gestionnaire de voirie	PRIVE	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 41.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 17.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	03/ 10

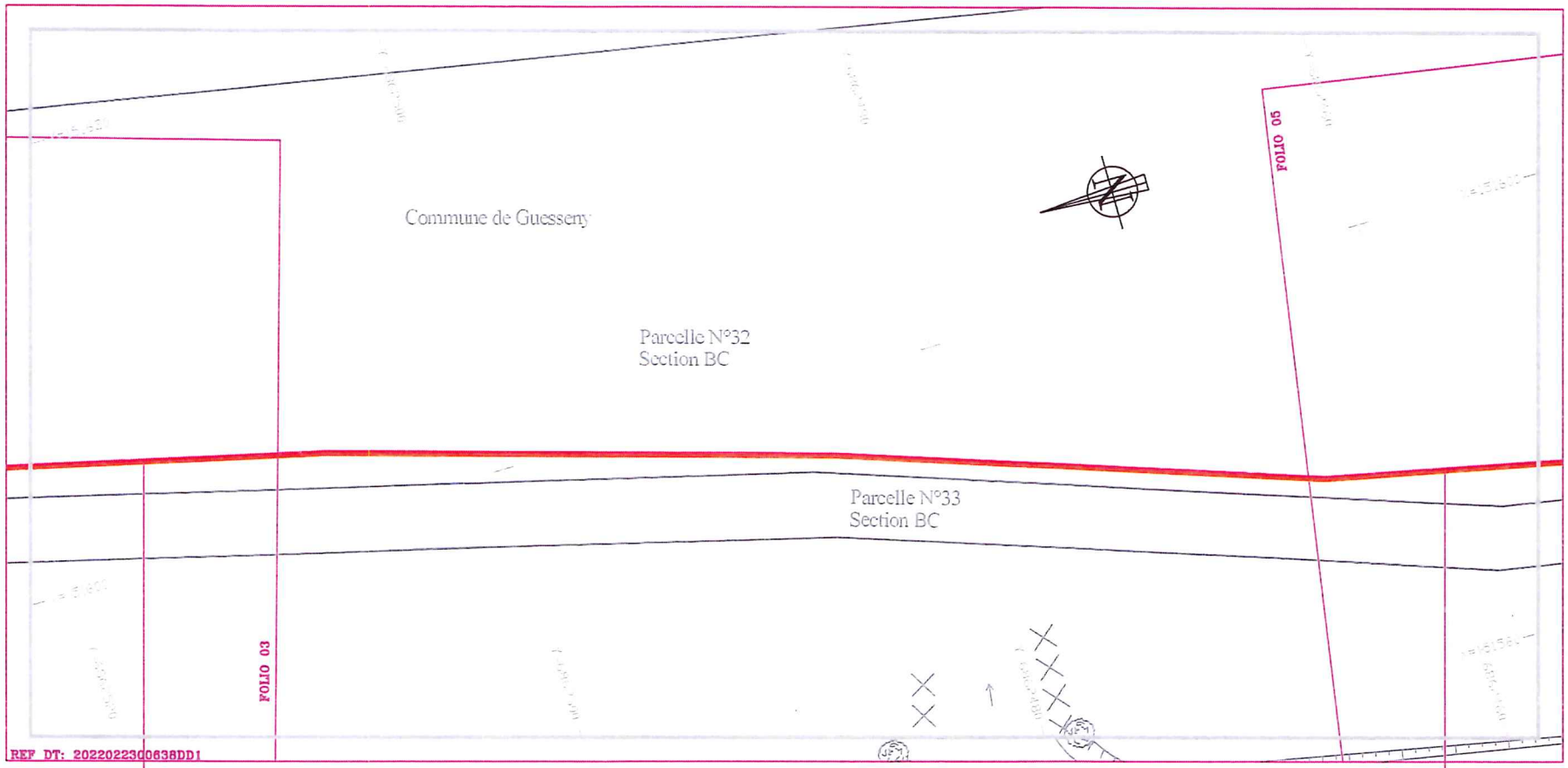


Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°32–SECTION BC
Gestionnaire de voirie	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 59.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	04 / 10

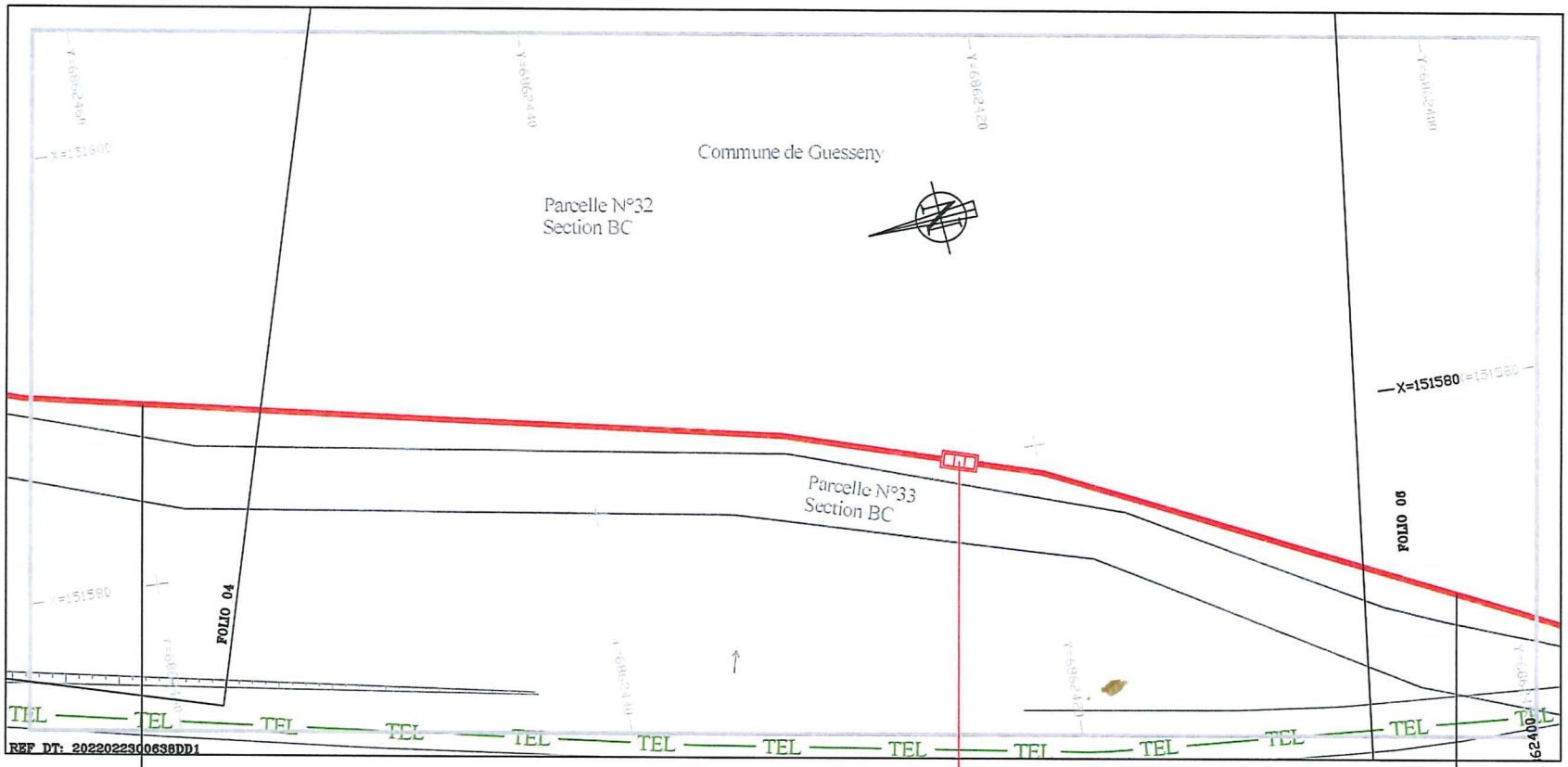


Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°32–SECTION BC
Gestionnaire de voirie	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE S 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 59.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance Interchambre Précédente / Suivante
Observation

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	05 / 10



Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°32–SECTION BC	PARCELLE N°32–SECTION BC
Gestionnaire de voirie	PRIVE	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 36.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 22.00 ml OUI NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

29077–XXXX	
L3T	MEGALIS
270.00	185.00m

A POSER

Cle

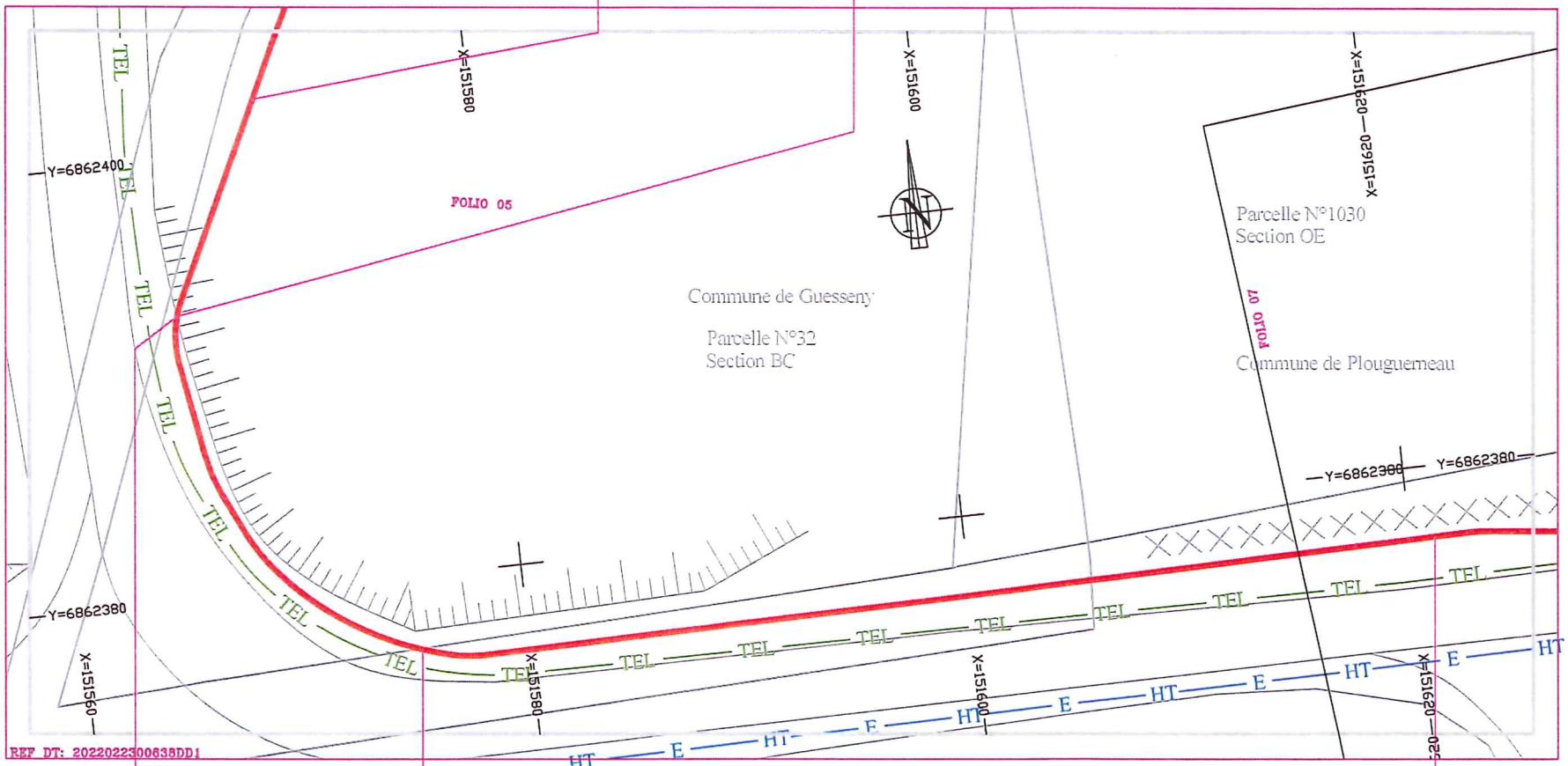
Cle

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	06 / 10

Code INSEE-N° chambre	
Type / Propriétaire	
Distance Interchambre Précédente / Suivante	
Observation	

Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°32-SECTION BC
Gestionnaire de voirie	PRIVE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC ø45 10.00 ml OUI NON
Propriétaire	MEGALIS

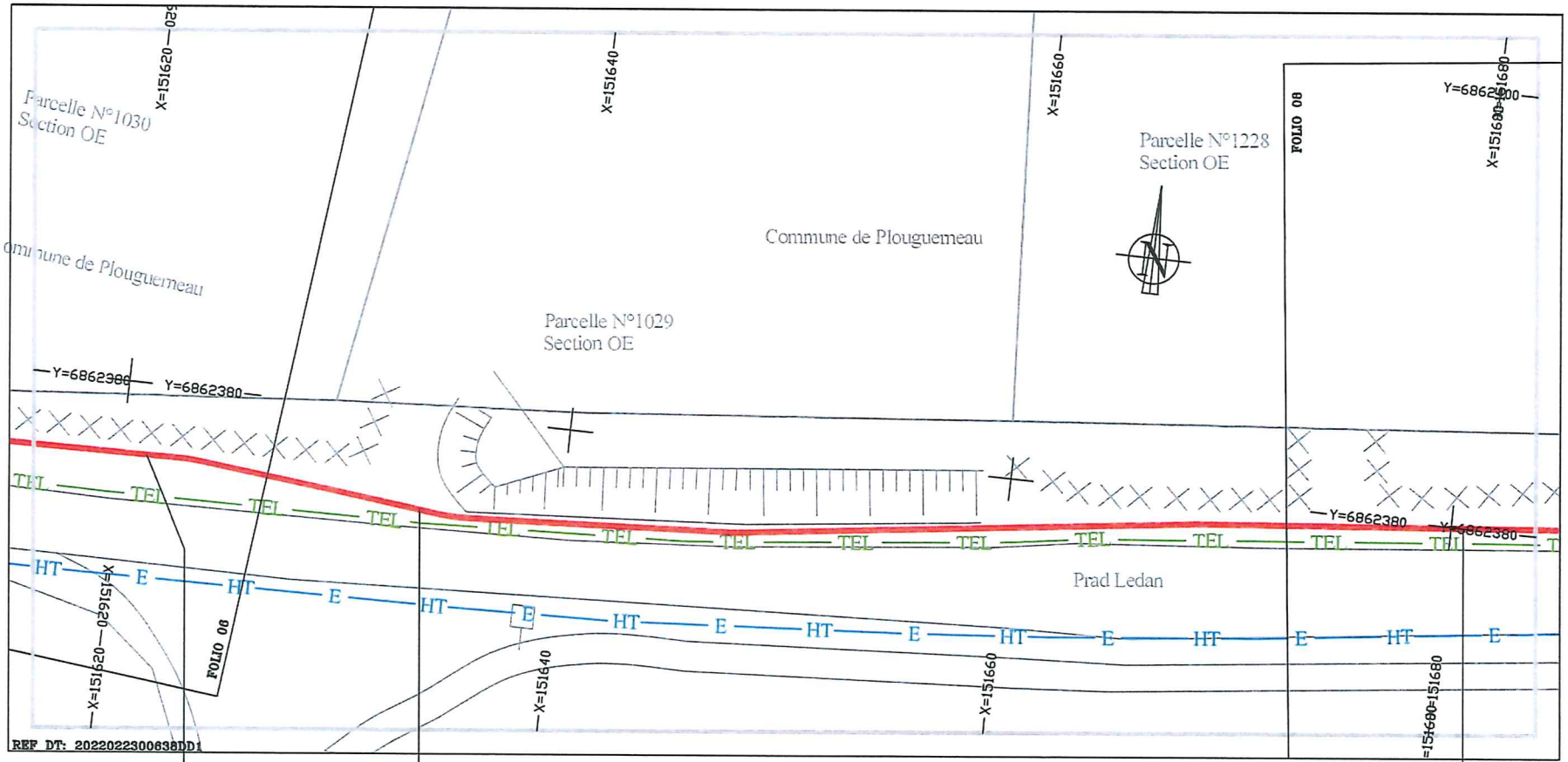


Commune – Code INSEE	GUISSENY – 29077	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PARCELLE N°32-SECTION BC	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	PRIVE	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD TERRAIN NATUREL COUPE 5 0.60	TRAD ACCOTEMENT >1.00m COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC ø45 20.00 ml OUI NON	2 PVC ø45 46.00 ml OUI NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE-N° chambre	
Type / Propriétaire	
Distance Interchambre Précédente / Suivante	
Observation	

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	07 / 10



Commune – Code INSEE	PLOUGUERNEAU – 29165	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PRAD LEDAN	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	COMMUNE	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT >1.00m COUPE 5 0.60	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC ø45 13.00 ml OUI NON	2 PVC ø45 47.00 ml OUI NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

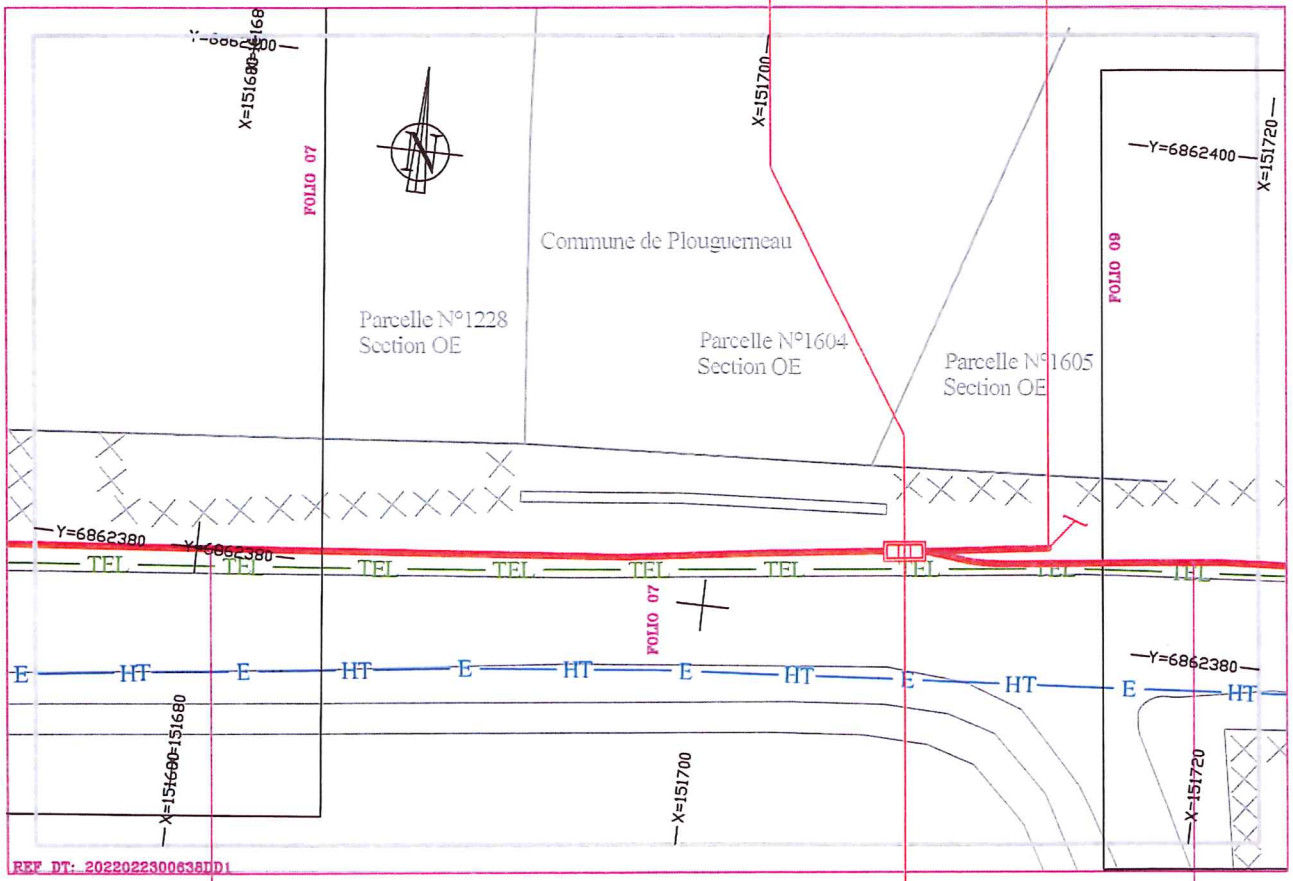
Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	08 / 10

Code INSEE–N° chambre	29077–XXXX	
Type / Propriétaire	L3T	MEGALIS
Distance interchambre Précédente / Suivante	185.00m	5.00m
Observation	A POSER	

29077–XXX	
POT	MEGALIS
5.00m	
A POSER	

Commune – Code INSEE	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 5.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS

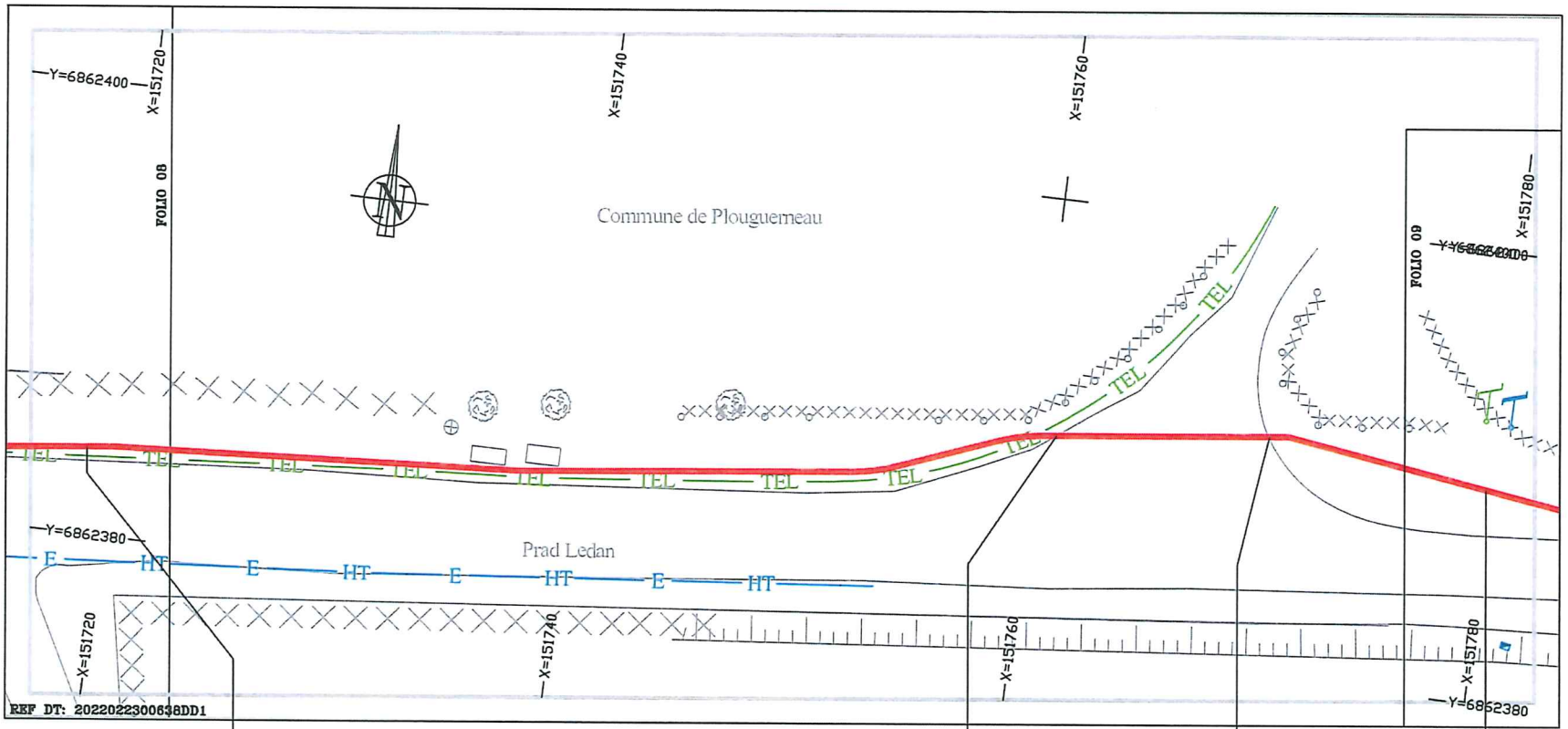


Commune – Code INSEE	PLOUGUERNEAU – 29165	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PRAD LEDAN	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	COMMUNE	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 26.00 ml OUI NON	2 PVC Ø45 11.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre	29077–XXXX	
Type / Propriétaire	L3T	MEGALIS
Distance interchambre Précédente / Suivante	185.00	108.00m
Observation	A POSER	

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	09 / 10



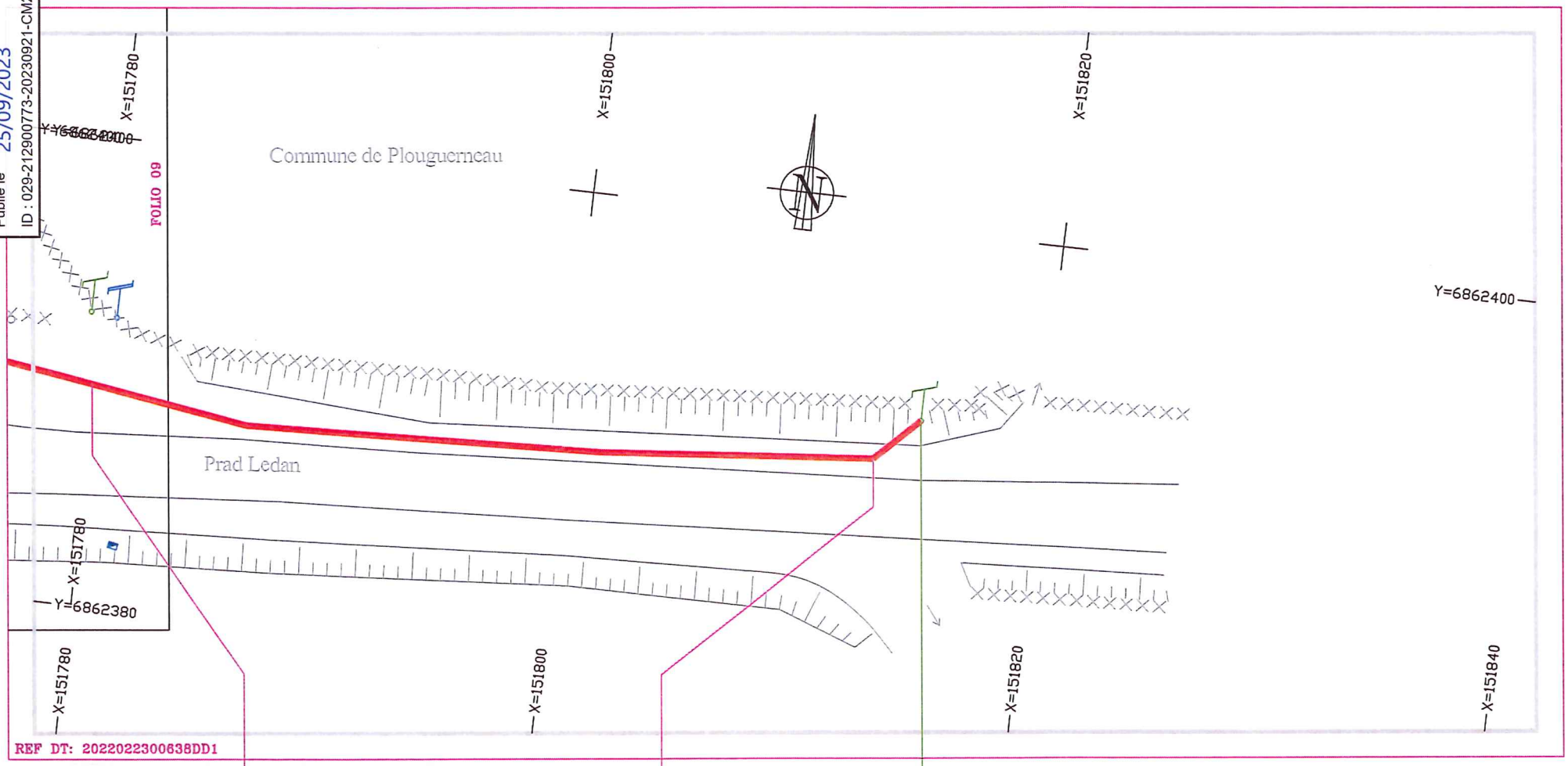
Commune – Code INSEE	PLOUGUERNEAU – 29165	PLOUGUERNEAU – 29165	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PRAD LEDAN	PRAD LEDAN	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	COMMUNE	COMMUNE	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60	TRAD CHAUSSEE LEGERE COUPE 4 0.80	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 43.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 9.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 10.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

Cle Cle Cle

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07004-DE

EXE-PGC-01230_NMBKAN_S016_V1	FORMAT	ECHELLE	STATUT	PLAN
	A3	1/200	EXE	10 / 10



REF DT: 2022022300638DD1

Commune – Code INSEE	PLOUGUERNEAU – 29165	PLOUGUERNEAU – 29165
Adresse / Numéro de parcelle	PRAD LEDAN	PRAD LEDAN
Gestionnaire de voirie	COMMUNE	COMMUNE
Mode pose / Type Coupe / Charge	TRAD ACCOTEMENT <1.00m COUPE 6 0.60	TRAD ACCOTEMENT >1.00m COUPE 5 0.60
Infra / Long. / Plynox / Existant	2 PVC Ø45 33.00 ml NON NON	2 PVC Ø45 3.00 ml NON NON
Propriétaire	MEGALIS	MEGALIS

Code INSEE–N° chambre
Type / Propriétaire
Distance interchambre Précédente / Suivante
Observation

29077–0252	
POT	ORANGE
108.00m	

EXISTANT

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230923-CM23_07005-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07005

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

SUBVENTION LA FLECHE GUISSENIENNE

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Renée GALL, adjointe en charge de la « Dynamique locale et tourisme » indique que lors du conseil municipal du 25 Mai 2023, il avait été décidé de différer la subvention à la Flèche Guissénienne dans l'attente du règlement concernant le trophée des Foulées de la Baie. En effet celui-ci avait été involontairement cassé par un bénévole de l'association. Aujourd'hui ayant reçu le remboursement de l'assurance, Madame GALL propose de voter la subvention pour cette association.

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 11 Mai 2023,

Madame Renée GALL, rapporteuse entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », accorde une subvention de 500 € à l'association La Flèche Guissénienne.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance

Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07006

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

PLUi-H

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Louis BONDU informe que le PLUI-H entre dans sa phase administrative de consultation des partenaires et habitants du territoire suite à l'arrêt du projet de PLUI-H lors du conseil communautaire du 31 mai 2023.

Conformément à l'article L 153-15 du code de l'urbanisme, la Communauté Lesneven Côte des Légendes a transmis le dossier complet aux communes, pour avis.

Rappel des principales étapes.

Elaboration du diagnostic :

Par délibération CC 40/2017 en date du 26 avril 2017, la Communauté Lesneven Côte des Légendes a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant programme local de l'Habitat.

A compter de juin 2018, la Communauté Lesneven Côte des Légendes s'est attachée les services du bureau d'études Perspectives pour mener à bien l'élaboration de ce document.

La phase diagnostic s'est ainsi déroulée du 1 er septembre 2018 à avril 2019 permettant d'aboutir à la mise en évidence des principaux enjeux présents sur le territoire, éléments présentés aux conseillers municipaux lors d'une réunion organisée à la Communauté Lesneven Côte des Légendes le 2 mars 2019.

Elaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable :

La phase d'élaboration du PADD s'est enclenchée à la suite du diagnostic débutant notamment par un séminaire prospectif sur le devenir du territoire. Différents ateliers et COPIL ont complété ce travail et ont permis d'élaborer le Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui se décline en 3 grands axes :

Axe n°1. L'économie / Rendre le territoire porteur de son propre développement

Axe n°2. L'attractivité résidentielle / Permettre le maintien de l'échelle du bassin de vie.

Axe n°3. Le cadre de vie / Viser un aménagement du territoire vertueux et durable

Les grandes orientations du PADD ont ainsi été débattues au sein des différents conseils municipaux entre février et mai 2021 et débattues en conseil communautaire du 26 mai 2021. Pour GUISSENY, ce débat a eu lieu lors du CM du 18 mars 2021 et formalisé par la délibération N°CM/21-02001.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Traduction règlementaire :

Les orientations du PADD sont ensuite traduites dans différents documents réglementaires :

- ***Orientations d'Aménagement et de Programmation*** (OAP) sectorielles, qui vont déterminer, pour l'ensemble des zones 1AU et certaines zones U à enjeux, les orientations d'aménagement que souhaitent voir s'appliquer les élus sur ces secteurs et thématiques qui précisent des principes d'aménagement et de gestion en matière de densification d'un côté et de corridors écologiques de l'autre.
- ***Programme d'Orientations et d'Actions*** (POA) qui constitue « l'ancien » Programme Local de l'Habitat et regroupe les différentes actions nécessaires à la mise en œuvre de la politique en matière d'habitat de la CLCL en partenariat avec les communes.
- ***Règlement graphique et écrit*** qui permet de définir pour chaque espace du territoire communautaire sa vocation principale et d'en poser des règles qui s'y appliquent. Il comporte à la fois, un règlement graphique, qui consiste à découper le territoire en «zonages» et un règlement écrit qui définit les règles qui s'y appliquent et qui va permettre d'instruire les demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, ...).

Composition du dossier de PLUI-H :

Monsieur Jean-Louis BONDU présente la composition du dossier de PLUI-H arrêté en conseil communautaire du 31 mai 2023 :

- Un rapport de présentation comprenant notamment un diagnostic, un état initial de l'environnement, la justification des choix retenus et une évaluation environnementale. Il se compose ainsi de 3 tomes,
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du territoire,
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation déclinées en :
  - OAP sectorielles pour l'ensemble des zones 1AU et certaines zone U à enjeux,
  - OAP thématiques : Trame Verte et bleue / densification,
- Le Programme d'Orientations et d'Actions portant sur les questions d'habitat (ancien PLH),
- Un règlement, écrit et graphique, qui délimite les différentes zones du territoire et définit les règles qui s'y appliquent,
- Des annexes,
- Les pièces de procédure.

Les étapes à venir :

M Jean-Louis BONDU présente ensuite les étapes à venir suite à l'arrêt du projet de PLUI-H :

- Transmission du projet pour avis aux Personnes Publiques Associées et aux communes,
- Réalisation d'une enquête publique, espérée entre mi-décembre 2023 et mi-janvier 2024,
- Approbation du PLUI-H, éventuellement modifié pour tenir compte des observations émises lors de cette phase de concertation.

Monsieur Jean-Louis BONDU rappelle que ce projet est l'aboutissement d'un travail effectué en collaboration entre les communes et la Communauté Lesneven Côte des Légendes tout au long de son élaboration, conformément aux modalités de collaboration définies dans le cadre de la délibération CC 39 / 2017.

M Jean-Louis BONDU précise également qu'un avis défavorable est susceptible de retarder la procédure et de remettre en cause le calendrier d'approbation du PLUI-H souhaité par les élus de la Communauté Lesneven Côte des Légendes.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 5214-16,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, et R151-1 et suivants et plus particulièrement les R 153-1 et suivants,

Vu les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1994 créant la Communauté de communes du Pays de Lesneven et de la côte des Légendes,

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Vu la Conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des maires des communes membres de la Communauté de communes du Pays de Lesneven et de la côte des Légendes qui s'est réunie le 6 mars 2017,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 26 avril 2017 arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes membres,

Vu la délibération en date du 26 avril 2017 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H), a défini les objectifs poursuivis et a fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure,

Vu le débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil communautaire du 26 mai 2021, et la délibération le retraçant, et préalablement au sein des communes entre février et mai 2021,

Vu la délibération CC 59 / 2023 en date du 31 mai 2023 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUI-H,

Vu le projet de PLUI-H arrêté et notifié aux communes pour avis, notamment les principales dispositions relatives aux OAP, au POA et aux dispositions réglementaires qui concernent la commune.

Considérant que les communes sont invitées à se prononcer et émettre un avis notamment sur les OAP et dispositions règlementaires qui concernent leur commune.

Il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat notamment sur les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que sur les dispositions réglementaires le concernant.

Jean-Louis BONDU, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,* émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat notamment sur les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que sur les dispositions réglementaires le concernant.

À Guissény, le 21 septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

CM 23-07006 annexe 1

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Rappel du contexte

Par arrêté en date du 5 décembre 2016 la Communauté Lesneven Côte des Légendes est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et documents en tenant lieu. Bien que plusieurs communes disposaient de documents récents ou en cours d'élaboration, le souhait des élus a été de mettre en œuvre un PLU à l'échelle intercommunale rapidement. Cette volonté avait plusieurs objectifs :

- Se doter d'un document stratégique d'aménagement du territoire à l'échelle de la Communauté Lesneven Côte des Légendes pour les 15 à 20 ans à venir. En effet, nombre d'enjeux en matière d'aménagement ne se cantonnent pas aux limites communales et de nombreux enjeux sont transversaux (démographie, économie, habitat, environnement, ...). La réflexion portée à l'échelle intercommunale intégrant le volet habitat répond à ces différents enjeux,

- Se doter d'un outil de gestion des sols harmonisé à l'échelle intercommunale offrant une plus grande lisibilité pour les habitants du territoire, les règles étant élaborées selon les mêmes logiques quelle que soit la commune sur laquelle ils se trouvent,

- Enfin, de nombreuses évolutions réglementaires récentes ou documents supra-communautaires nécessitaient une prise en compte dans les documents d'urbanisme même les plus récents.

Par délibération n° CC / 40 / 2017 en date du 26 avril 2017, la CLCL a ainsi décidé de prescrire l'élaboration de ce document afin de concrétiser cette volonté politique. Cette dernière a également défini les modalités de concertation.

Précédemment à cette délibération, la CLCL avait défini les modalités de concertation avec les communes et autres acteurs dans la délibération CC 39/2017 qui avait elle-même été précédée d'une présentation au sein de la conférence des maires qui s'est tenue le 6 mars 2017.

Afin de mener à bien ce travail, la CLCL s'est appuyée sur le bureau d'études Perspective, qui a accompagné la collectivité dans ce travail. De nombreuses réunions ont ainsi été réalisées que ce soit auprès des élus du territoire, des personnes publiques associées, des habitants, ... afin d'élaborer et partager les éléments de diagnostic et les enjeux, définir les grandes orientations du Projet d'Aménagement et Développement Durable -PADD- du territoire et enfin traduire règlementairement ces orientations dans les documents du PLUI-H (règlement écrit, zonage, OAP, ...). Près de 5 ans ont été nécessaires pour élaborer ce document.

Un débat concernant les grandes orientations du PADD a été réalisé au sein du Conseil communautaire le 26 mai 2021, et au sein des différents conseils municipaux précédemment à cette date.

Le projet de PLUI-H est maintenant prêt à être arrêté afin que celui-ci soit transmis pour avis aux communes, personnes publiques associées et autres commissions spécialisées, avant consultation des habitants dans le cadre de la réalisation de l'enquête publique.

Le Conseil communautaire est ainsi invité à arrêter le projet du PLUI-H lors de la séance du 31 mai 2023 et précédemment en tirer le bilan de la concertation.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Rappel des modalités de la concertation fixées lors de la prescription de l'élaboration du PLUi-H

Pour mémoire, par délibération CC/40/2017, les élus de la communauté de communes ont souhaité associer les habitants du territoire. Les modalités suivantes ont ainsi été définies afin de leur permettre à la fois de partager les éléments de diagnostic, les informer de l'avancée de la procédure mais également leur permettre de formuler des observations et remarques :

- ⇨ Information sur le site internet de la communauté de communes via un dossier alimenté au fur et à mesure de l'avancée du projet de PLUi-H et a minima aux différentes grandes étapes d'élaboration du PLUi-H (diagnostic, PADD, règlement et OAP),

- ⇨ Diffusion d'informations régulières via les différents supports de communication adaptés (bulletins d'informations municipaux, presse locale, ...),

- ⇨ Organisation de réunions d'information et d'échanges avec les habitants lors de la définition des orientations du PADD ainsi qu'avant l'arrêt du projet,

- ⇨ Réalisation d'expositions publiques, au siège de la communauté de communes, une au moment de la définition des orientations du PADD et une autre avant l 'arrêt du projet,

- ⇨ Mise à disposition des documents relatifs au PLUi-H au fur et à mesure de l'avancée des travaux, au siège de l'EPCI et dans les différentes mairies du territoire jusqu'à l'arrêt du projet,

- ⇨ Ouverture d'un cahier d'observations et de propositions au siège de la communauté de communes ainsi que dans les différentes mairies du territoire et possibilités pour les différentes personnes d'adresser leurs remarques au président de la communauté de communes directement au siège ou via la page dédiée sur le site internet.

Ces différents moyens de concertation mis en œuvre (**pièce jointe : bilan de la concertation**), conformément aux modalités définies dans le cadre de la délibération CC 40/2017, ont permis d'informer la population de l'avancée de la procédure, de partager le diagnostic du territoire, les informer sur les grandes orientations du PADD et de la traduction règlementaire de ce projet de territoire. Cette dernière leur a également permis d'apporter leur contribution ou porter à connaissance leur demande individuelle. Il apparaît, au vu de cette concertation, qu'il n'y a pas de remise en cause des grands principes et des dispositions réglementaires prévus dans le projet de PLUI-H et présentés lors de ces différents temps de concertation.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Arrêt du projet de PLUI-H

Objectifs poursuivis

Dans le cadre de sa délibération CC 40/2017 en date du 26 avril 2017 prescrivant l'élaboration du PLUI-H, différents objectifs sont définis par les élus de la CLCL :

- ⇨ Affirmer son identité et ses atouts pour se positionner comme un pôle structurant à proximité de la métropole brestoise et des autres agglomérations,

- ⇨ Promouvoir un aménagement équilibré du territoire entre une partie sud plus jeune et dynamique et une partie nord du territoire plus vieillissante.

- ⇨ Assurer un développement cohérent et harmonieux entre les communes en prenant en considération les spécificités territoriales :
  - o Un pôle urbain, véritable centralité du bassin de vie, à renforcer avec un enjeu fort de revitalisation / dynamisation du centre-ville,
  - o Des communes littorales vieillissantes, portées principalement par une économie touristique et agricole et présentant des risques naturels (submersions marines, recul du trait de côte, ...),
  - o Des communes rurales reposant en grande partie sur une activité agricole forte et fortement dépendantes des pôles urbains environnants,

- ⇨ Réfléchir à la question de la localisation des équipements et services en lien avec les déplacements pour favoriser l'accès, à tous les ménages et de tous âges, aux services auxquels ils aspirent.

- ⇨ Offrir des conditions favorables au développement de nos activités économiques majeures (agriculture, industrie agro-alimentaire, tourisme, ...) tout en investissant dans les domaines de l'avenir : numérique, éco tourisme, biotechnologies marines ...

- ⇨ Faire en sorte que la totalité du territoire soit attractive en matière économique en réfléchissant notamment à la question de la localisation de l'offre foncière, dans un souci de moindre consommation d'espace.

- ⇨ Profiter et valoriser plus largement notre façade littorale et notre espace maritime,

- ⇨ Promouvoir la revitalisation des bourgs par un développement urbain maîtrisé et équilibré entre extension de l'urbanisation, consommatrice d'espace agricole et naturel, et renouvellement urbain.

- ⇨ S'appuyer sur la richesse de nos espaces naturels, agricoles et globalement sur la qualité de notre environnement pour faire de notre cadre de vie un facteur d'attractivité,

- ⇨ Promouvoir un urbanisme de qualité, garant de la qualité de notre cadre de vie,

- ⇨ Prendre en compte les risques technologiques et naturels et notamment la question des submersions marines, le recul du trait de côte, ...,

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

- ⇨ Prendre en compte les évolutions réglementaires et les orientations des documents-cadres afin de garantir la compatibilité du document d'urbanisme,

- ⇨ Harmoniser les règles d'urbanisme existantes tout en prenant en compte les spécificités communales,

- ⇨ Mettre en œuvre le projet de territoire,

Composition du dossier de projet de PLUI-H

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (article L.151-2), le projet de PLUi-H comprend :

- ⇨ ***Un rapport de présentation*** comprenant notamment un diagnostic, un état initial de l'environnement, la justification des choix retenus et une évaluation environnementale. Il se compose ainsi de 3 tomes.
- ⇨ ***Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du territoire***,
- ⇨ ***Des Orientations d'Aménagement et de Programmation*** déclinées en :
  - o OAP sectorielles pour l'ensemble des zones 1AU et certaines zone U à enjeux,
  - o OAP thématiques : Trame Verte et bleue / densification,
- ⇨ ***Le Programme d'Orientations et d'Actions*** portant sur les questions d'habitat (ancien PLH),
- ⇨ ***Un règlement, écrit et graphique***, qui délimite les différentes zones du territoire et définit les règles qui s'y appliquent,
- ⇨ ***Des annexes***,
- ⇨ ***Les pièces de procédure***.

L'entier dossier de projet de PLUi-H est transmis aux conseillers communautaires par courriel en même temps que la présente note explicative de synthèse, le projet de délibération et la convocation à la séance portant sur l'arrêt du projet de PLUi-H et le bilan de la concertation.

Le dossier complet, au format papier, est également mis à la disposition des conseillers communautaires au siège de la CLCL aux heures et jours habituels d'ouverture.

Les grandes lignes du projet de PLUi-H

Le diagnostic

Plusieurs éléments clés ressortent du diagnostic mené par le bureau d'études et partagé auprès des élus du territoire :

- ⇨ Une organisation territoriale en véritable bassin de vie qui s'explique par un relatif éloignement des grands axes de communication et des grands pôles urbains environnants ;
- ⇨ En découle une nécessité d'affirmer le rôle du pôle central Lesneven / Le Folgoët ;
- ⇨ En matière d'équilibre territorial, il ressort une fracture entre le Nord et le Sud du territoire avec des grandes différences en termes de dynamiques démographique et économique, de composition du parc de logements, ou d'âge des habitants. Constat que l'on retrouve dans le cadre du projet de territoire et sur lequel les élus souhaitent travailler ;
- ⇨ Globalement une dynamique démographique qui tend à s'atténuer voire stagner ces dernières années après un regain entre 2000 et 2010 ;
- ⇨ Un constat qui s'explique par les difficultés inhérentes au parc de logements. Se pose notamment la question de l'adéquation entre l'offre de logements et les nouveaux besoins liés

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

à la complexification des parcours résidentiels et à l'évolution de la structure démographique ;

- ⇨ Un secteur agricole prépondérant en termes d'emplois directs et indirects (agro-alimentaire) mais aussi un enjeu en matière de préservation et entretien des paysages ;
- ⇨ Une part conséquente des emplois (environ 75%) qui se situe sur le pôle central et la commune de Ploudaniel et en parallèle une dynamique de l'emploi qui reste fragile avec un enjeu : dynamiser l'économie du territoire pour éviter un décrochage emplois/actifs ;
- ⇨ Un cadre de vie de qualité qu'il est nécessaire de préserver ;
- ⇨ Et des espaces naturels importants notamment sur la partie littorale à protéger ;
- ⇨ En parallèle, la nécessaire gestion durable du trait de côte et la prise en compte du risque de submersion pour les populations.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du territoire découlant des enjeux identifiés dans le cadre du diagnostic territorial s'appuie sur 3 grands axes que l'on retrouve dans le PADD :

- ⇨ **Axe n°1. L'économie / Rendre le territoire porteur de son propre développement**

La volonté des élus est de mettre à profit la situation particulière de la CLCL afin d'être moins tributaire de la métropole brestoise en termes de création d'emplois. Pour y parvenir, les capacités d'accueil des parcs d'activités et l'offre commerciale propre au territoire seront renforcées, en particulier dans les principaux pôles économiques du territoire (Ploudaniel, Lesneven/Le Folgoët) ainsi que sur les pôles d'appui (Guissény, Kerlouan, Plounéour-Brignogan-Plages).

De manière conjointe et cohérente, les élus souhaitent assurer les conditions de développement et de diversification du tissu économique sur l'ensemble du territoire. Il s'agit de pérenniser l'activité agricole, mais aussi les activités liées à la présence des habitants et des touristes : l'artisanat local, les commerces de détail, les services à la personne.

- ⇨ **Axe n°2. L'attractivité résidentielle / Permettre le maintien de l'échelle du bassin de vie.**

Localisée au centre du territoire, la polarité Lesneven / Le Folgoët apporte une réponse aux principales attentes des habitants du pays de Lesneven aussi bien en termes d'équipements, de commerces, de services et d'emplois.

La CLCL organise une échelle de bassin de vie. Le territoire est situé aux limites de la dynamique métropolitaine actuelle et en devenir, qui tend à renforcer le fonctionnement plus étroit entre les agglomérations.

Le maintien de l'échelle du bassin de vie passera nécessairement par le renforcement du pôle Lesneven / Le Folgoët et par la définition d'une armature favorable au dynamisme de la CLCL. Il existe ainsi un enjeu fort de planification en matière d'accueil d'une population nouvelle. La CLCL entend affirmer une ambition de développement démographique en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Brest, qui fixe un objectif de production de 170 nouveaux logements par an en moyenne sur l'intercommunalité.

La CLCL entend structurer son développement en corrélant l'accueil des nouveaux habitants au niveau des services et équipements des communes et en renforçant en priorité les agglomérations. Le développement urbain (habitat, équipement, commerce, déplacement) devra permettre de recentrer la vie locale dans les centres-villes et les centres-bourgs.

Afin de conforter les centralités, les élus souhaitent accorder une attention à la question des commerces. Pour ce faire, outre les périmètres de centralité identifiés sur chaque commune, la limite de surface des commerces devant nécessairement s'implanter en centralité a été fixée au-delà de ce qu'imposait le SCOT (500 m² au lieu de 300 m² dans le SCOT) et des linéaires commerciaux à préserver

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

ont également été identifiés pour préserver la vocation commerciale et éviter un changement destination d'un commerce pour en faire un logement sur des linéaires stratégiques.

⇨ **Axe n°3. Le cadre de vie / Viser un aménagement du territoire vertueux et durable**

Consciente de la contrainte carbone et de la perspective d'une augmentation du coût d'accès à l'énergie, la collectivité entend jouer son rôle pour conduire la transition énergétique sur son territoire.

La CLCL a élaboré un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) qui vise à lutter contre le changement climatique en contribuant à l'amélioration de l'efficacité énergétique, à l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le PCAET vise également la limitation de la vulnérabilité du territoire face au changement climatique.

Le PADD s'appuie sur les constats et les orientations du PCAET pour réduire la facture énergétique du territoire et pour limiter et anticiper l'impact de l'aménagement du territoire sur l'environnement. La gestion durable des ressources naturelles et agricoles, la préservation du patrimoine naturel et l'amélioration des mobilités pour favoriser les déplacements décarbonés sont des axes forts de cette réflexion.

La qualité du cadre de vie paysager est également un pilier du projet car il concourt activement à la qualité de vie des habitants du territoire et à son attrait.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation du projet de PLUI-H se traduisent sous 2 formats :

⇨ ***Les OAP sectorielles*** qui vont déterminer, pour l'ensemble des zones 1AU et certaines zones U à enjeux, les orientations d'aménagement que souhaitent voir s'appliquer les élus sur ces secteurs. Chaque zone concernée a fait l'objet d'un travail avec les élus des communes et le bureau d'études avec notamment une visite de chaque site. Elles se composent d'une fiche descriptive du secteur comprenant notamment : la situation, la superficie, les enjeux identifiés, la programmation ainsi que les grands principes en matière d'aménagement qui se traduisent concrètement dans le cadre d'un schéma d'orientations. Se retrouvent notamment les questions de densité, d'accessibilité, de dessertes internes (voiture et piétonne), de préservation d'éléments paysagers (haies, talus, arbres isolés, ...), ...

64 OAP sectorielles ont ainsi été élaborées sur le territoire de la Communauté Lesneven Côte des Légendes.

⇨ ***Les OAP « thématiques ». Elles sont au nombre de 2 :***

- ***OAP « Trame Verte, Bleue et Noire »***

Elle précise des principes d'aménagement et de gestion des corridors écologiques, qui permettent la circulation de la faune entre les réservoirs de biodiversité. Elle cherche à

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

favoriser le développement d'un milieu environnant de qualité pour les espèces végétales et animales, tout en dessinant un cadre de vie et de bien-être pour l'homme.

Elle décline des recommandations à mettre en œuvre par tout projet sur le territoire pour valoriser la trame verte et bleue, complémentaires aux règles fixées dans le règlement.

Elle vise également la sensibilisation des habitants et des porteurs de projet à travers l'exposition de « bonnes pratiques ».

- ***OAP « densification »***

Le projet de PLUi-H encourage les démarches de « densification spontanée » : constructions en dents creuses, dans des cœurs d'îlots, division parcellaire en vue de la vente de terrains constructibles, etc.

Les principaux objectifs sont : l'optimisation du foncier, de la desserte par les réseaux et la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles.

La présente orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est un outil d'information et de sensibilisation des particuliers, inspiré de la démarche BIMBY (« Build In My BackYard »). Elle regroupe des bonnes pratiques sur lesquelles s'inspirer lors des constructions en division parcellaire ou en dent creuse et non à appliquer de manière systématique.

Elles doivent permettre d'aboutir à la meilleure solution en termes de cadre de vie dans des périmètres parfois contraints et situés dans des secteurs à dominante d'habitat individuel.

Le Programme d'Orientation et d'Actions (POA)

Le Code de l'urbanisme dans son article L.151-44 prévoit que « Lorsqu'il est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat, le plan local d'urbanisme peut tenir lieu de programme local de l'habitat ». Par délibération CC 40/2017 en date du 26 avril 2017, les élus de la Communauté Lesneven Côte des Légendes ont fait le choix d'intégrer le volet « Habitat » en prescrivant l'élaboration d'un PLUI tenant lieu de Programme Local de l'habitat.

Le PLUi-H intègre donc l'ensemble des éléments présents dans un programme local de l'habitat. Il définit « pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ».

Les actions retenues par la Communauté de communes s'appuient sur 5 grands axes, dans la lignée du PLH 2018/2023 :

- ⇨ ***Concilier ambition de développement et maîtrise foncière*** avec un objectif de réussir à produire les 170 logements par an tout en répondant aux objectifs de moindre consommation d'espace (Fonds d'Intervention Foncière, Référentiel Foncier, ...)
- ⇨ ***Impulser la revitalisation des centralités*** afin de conforter les équipements, services et commerces et en rapprocher les habitants (accompagner les communes dans leur projet de centralité, concours d'opérations exemplaires, ...),

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

- ⇨ ***Recourir davantage au parc existant***. En effet, comme vu tout au long de la démarche, une part très importante du parc de logements projeté à horizon 2040 est d'ores et déjà bâtie. Son utilisation est donc essentielle et notamment au regard des enjeux de moindre consommation foncière (atlas des logements vacants, traitement de la vacance, ...).
- ⇨ ***Permettre un accès au logement pour tous grâce à la diversité de l'offre*** en accompagnant les publics spécifiques que ce soient les saisonniers, les jeunes, les gens du voyage, ...
- ⇨ ***Consolider la gouvernance de la politique de l'habitat.***

Le Règlement graphique et écrit

La partie réglementaire du projet de PLUI-H permet de définir pour chaque espace du territoire communautaire sa vocation principale et d'en poser des règles qui s'y appliquent. Il comporte à la fois, un ***règlement graphique***, qui consiste à découper le territoire en « zonages » et ***d'un règlement écrit*** qui va définir les règles qui s'y appliquent et qui va permettre d'instruire les demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, ...).

Ce travail a été mené en tenant compte de deux objectifs clés :

- L'harmonisation des zonages entre les communes,
- La prise en compte de certaines spécificités locales, en précisant la règle à l'échelle parcellaire et en créant des sous-secteurs dans certaines zones.

Le règlement traduit le besoin de réduction de la consommation des espaces dans les années à venir. Il prévoit notamment une baisse de l'urbanisation des terres agricoles et naturelles. Cela se traduit notamment, en comparaison des 11 documents d'urbanisme en vigueur sur la CLCL :

- Le reclassement d'environ 260 hectares de zones anciennement « urbanisables » en zone agricole ou naturelle,
- La réduction d'environ 60 % des réserves foncières à vocation d'habitat en extension de l'urbanisation.

Le règlement distingue ainsi 4 grands types de zones, découpées elles-mêmes en sous zonages en fonction des spécificités propres à ces espaces :

Les zones « urbaines » couvrent 6.8% du territoire communautaire, basées sur les ambiances bâties de la Communauté de Communes et la vocation des secteurs (vocation principale d'habitat, vocation principale économique, vocation principale d'équipement, etc.). Chaque secteur de la zone urbaine possède ses caractéristiques propres, un environnement, une ambiance, ainsi que des possibilités d'évolution distinctes.

La zone UH, qui couvre des secteurs de l'agglomération dans lesquels une mixité des fonctions urbaines existe. Cette zone intègre :

- ⇨ *La zone Uha :* zone urbaine à vocation d'habitat et activités compatibles. Habitat de type « compact » (immeubles, présence éventuelle de commerce en rez-de-chaussée ; ou maisons individuelles de ville).
- ⇨ *La zone UHc* : zone urbaine à vocation d'habitat et activités compatibles. Habitat en bande ou mitoyen et zones mixtes admettent des constructions collectives (petit collectif) dans le tissu pavillonnaire.
- ⇨ *La zone UHd :* zone urbaine à vocation d'habitat et activités compatibles. Il s'agit de zones d'habitat individuel pavillonnaire, le plus souvent en lotissement.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

- Elle comprend des sous-secteurs classés UHds soumis au risque d'inondation par submersion marine dans lesquels les possibilités de construction sont limitées : les nouvelles constructions à destination d' « habitation » sont notamment interdites pour prendre en compte le risque connu et éviter l'exposition de nouvelles populations.

• ***La zone UE*** couvre des secteurs destinés à accueillir préférentiellement des activités de production industrielle, artisanale, de stockage et de logistique. On y retrouve différents sous-zonages :

- ⇨ *la sous-zone UEh*, qui autorise le stationnement de caravanes et de camping-cars, sous réserve de constituer la résidence principale de leur utilisateur.
- ⇨ *La zone UEc* couvre des secteurs destinés à recevoir des activités mixtes et où les activités de commerce et de services sont autorisées sous conditions.
- ⇨ *La zone UEm* correspond aux enceintes militaires (domaine public ou privé des Armées).

• **La zone UL** correspond à des secteurs destinés à l'hébergement hôtelier et touristique.
• **La zone US** couvre des secteurs dans lesquels sont implantés ou appelés à s'implanter des services ou équipements qui concourent au fonctionnement du territoire.

Les zones dites « à urbaniser » (AU) couvrent 0.67% du territoire communautaire. Leur délimitation s'est effectuée selon 3 principaux critères dans une logique de renforcement de l'armature territoriale tout en permettant à chaque commune de pouvoir accueillir des nouveaux habitants :

- Le resserrement du développement dans les agglomérations,
- La continuité immédiate des secteurs déjà urbanisés,
- Et la priorisation autour des secteurs déjà constructibles lorsque la commune possédait un document d'urbanisme.

Elles se distinguent en 2 grands sous-secteurs en fonction de la capacités des réseaux à recevoir ou non l'urbanisation que ce soit en termes de voirie, d'eau, d'électricité, d'assainissement, ... On y retrouve différents sous zonages en fonction de leur vocation :

- ⇨ ***Les zones AUH*** à vocation d'habitat,
- ⇨ ***Les zones AUE*** pour l'accueil du développement économique,
- ⇨ ***Les zones AUS*** pour les futurs équipements publics et d'intérêt collectif,

Les zones agricoles sont dites « zones A » et couvrent 68.37% du territoire communautaire. Elles correspondent aux zones agricoles, les secteurs des communes, équipés ou non à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

En compatibilité avec le SCoT du Pays de Brest, la zone agricole est indicée sous la forme A « 2023 » pour garantir la pérennité sur 20 ans de l'activité agricole dans la zone A. Une distinction est également faite lorsque ces terres agricoles sont constitutives d'une coupure d'urbanisation au titre de la loi littoral. Ces espaces font l'objet d'un classement en Ac 2023, « c » comme coupure.

On y retrouve également 2 sous-secteurs permettant l'évolution de certaines activités en zone agricole :

- ***Les zones Ae***, regroupant les activités économiques isolées dans le milieu rural. Les constructions nouvelles n'y sont pas autorisées mais ces activités peuvent s'étendre.
- ***Les zones As,*** regroupant les équipements d'intérêt collectif et de services publics pour lesquels il est nécessaire de les identifier pour assurer leur pérennité et permettre leur évolution si nécessaire.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N » couvrent 24.11 % du territoire communautaire. *Elles* correspondent aux zones naturelles, les secteurs des communes, équipés ou non, à protéger en raison, soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels, soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles, soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Ces espaces naturels peuvent être classés en plusieurs sous catégories répondant à des caractéristiques propres :

- ***Les zones Ns,*** correspondant aux espaces remarquables au titre de la loi littoral et faisant partie intégrante de la trame verte et bleue du territoire,
- ***Les zones Nf,*** zone sur lesquelles on retrouve un document de gestion forestière,
- ***Les zones NP,*** regroupant les zones de mouillage et d'aménagements légers permettant l'accueil de la plaisance,
- **Les zones Nm,** correspondant aux espaces situés sur le domaine public maritime non couvert par une zone Np ou Ns.
- ***Les zones NL,*** destinées à maintenir ou accueillir des activités ou équipements de loisirs et de tourisme ou sites actuellement artificialisés et allant faire l'objet d'une renaturation.
- ***Les zones Nc,*** pour pérenniser des activités de carrière.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Bilan des surfaces des différentes zones

Zones urbaines	
UHa	113,08 hectares
UHc	171,26 hectares
UHd	721,89 hectares
UHds	20,14 hectares
UHdsdu	22,14 hectares
UL	11,08 hectares
US	72,17 hectares
UE	173,88 hectares
UEc	26,09 hectares
UEh	5,00 hectares
UEm	55,97 hectares
Total	1 392,71 hectares
Zones à urbaniser	
1AUH	39,73 hectares
2AUH	49,14 hectares
1AUE	25,95 hectares
1AUEc	1,08 hectare
2AUE	16,30 hectares
2AUS	4,13 hectares
Total	136,32 hectares
Zones agricoles	
A2023	13 726,33 hectares
AC2023	168,91 hectares
Ae	22,42 hectares
As	11,76 hectares
Total	13 929,32 hectares
Zones naturelles	
N	4 153,34 hectares
Nc	18,16 hectares
Nf	119,42 hectares
Nl	57,74 hectares
Nm (espace maritime)	3 386,32 hectares
Np	11,41 hectares
Np (espace maritime)	170,20 hectares
Ns	552,37 hectares
Ns (espace maritime)	2 397,63 hectares
Total (hors espace maritime)	4 912,45 hectares
TOTAL (hors espace maritime)	20 370,80 hectares

Les incidences du projet sur l'environnement

La préservation de l'environnement et la minimisation de l'impact du projet ont été au cœur des réflexions tout au long de la procédure.

L'axe 3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable fait ainsi la part belle à la préservation du cadre de vie avec notamment l'accent sur le paysage, la trame verte et bleue, la gestion des déchets, ... La problématique de la gestion des risques notamment littoraux est également ressortie comme une orientation clé qui s'est traduite concrètement dans la traduction règlementaire.
La Trame Verte, Bleue et Noire fait ainsi l'objet d'une attention particulière. Les secteurs naturels et les secteurs les plus sensibles sont préservés. Le projet assure ainsi la protection des réservoirs et

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

continuités permettant la circulation des espèces sur le territoire. L'environnement au sens large a également fait l'objet d'une attention particulière en termes de traduction règlementaire. Les haies et talus, les zones humides, les espaces boisés de qualité ont ainsi été protégés. Une OAP spécifique permet de gérer et mettre en valeur ces espaces.

La question des paysages a également été abordée sous l'angle des grands paysages. Plusieurs vues ont ainsi été mises en évidence et une attention particulière doit y être apportée dans le cadre de projet d'aménagement.

Outre ces aspects, propres à la protection de l'environnement et des paysages, le projet dans son ensemble s'est attelé à réduire son impact au maximum. Cela se traduit notamment par :

- ⇨ ***La réduction de la consommation des espaces*** nécessaires pour l'accueil des nouveaux habitants mais aussi nécessaires au développement économique sur notre territoire. Près de 273 hectares de zone urbanisable ont été reclassés en A ou N avec une réduction de près de 63% des réserves foncières à vocation habitat en extension urbaine.
- ⇨ ***Le renouvellement urbain*** est ainsi clairement recherché et des densités plus élevées ont été définies pour limiter l'emprise de l'urbanisation sur les terres agricoles. 32% de la production étant en renouvellement urbain et 61% en densification des enveloppes urbaines.
- ⇨ ***L'urbanisation a également été recentrée au plus près des agglomérations et villages existants***. On ne retrouve ainsi aucun STECAL à vocation d'habitat au sien du PLUI-H de la CLCL.

S'agissant de la gestion des eaux, un schéma directeur assainissement a été élaboré à l'échelle de la CLCL afin de gérer au mieux cette problématique. La question de l'eau a également fait l'objet d'une attention particulière en favorisant l'infiltration des eaux (réduction de l'artificialisation, recommandation de la gestion de l'eau à la parcelle, ...).

Concernant la gestion des déchets, le PADD met en avant la poursuite des actions engagées par la collectivité en recherchant la limitation de production de déchets mais aussi en encourageant la valorisation que ce soit par le recyclage ou la production d'énergies.

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07006-DE

Rappel des principales étapes à venir dans le cadre de la révision du PLUi-H

Suite à l'arrêt du projet, différentes étapes vont se tenir jusqu'à l'approbation du document. Le schéma ci-dessous résume les différentes phases à venir.

DÉLIBÉRATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRÊTANT LE PROJET DE PLUi-H

Transmission du projet de PLUi-H arrêté pour avis des communes membres

Si l'une des communes membres émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement : nouvel arrêt du projet de PLUi-H *(éventuelle adaptation du projet pour tenir compte de cet avis)*

Consultation des Personnes Publiques Associées (PPA)

Enquête publique

Éventuelles adaptations du projet pour tenir compte des avis joints au dossier de l'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, en vue de l'approbation

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07007-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07007

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE - PCS

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Louis BONDU informe le conseil municipal que le plan communal de sauvegarde est en phase de finalisation. Cependant, le 2 août les communes du Finistère ont été destinataires de l'actualisation du plan ORSEC/POLMAR. Le PCS va donc prendre en compte cette actualisation.

Le PCS pourra ensuite être validé par le conseil et présenté aux habitants dans le dernier trimestre de l'année.

Monsieur Jean-Louis BONDU, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Le Conseil Municipal prend note de l'avancé du dossier.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07008-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07008

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Cession de terrain Rue de Plouguerneau

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean Louis BONDU, adjoint au maire en charge du « Cadre de vie, économie et urbanisme », informe que le futur aménageur des parcelles H210, H211 et H1113 sises rue de Plouguerneau, souhaite acquérir une portion de terrain en alignement (zone en bleu sur le dessin ci-dessous). Cette zone, qui est un délaissé de la voirie, est du domaine public. La cession permettrait de faciliter les travaux futurs (fossés, puisard, ...).

Pour ce faire, il est nécessaire de déclasser le domaine public comme nous avions déjà procéder pour 2 terrains situés rue Xavier GRALL et Théodore BOTREL

Aujourd'hui, M BONDU demande à l'assemblée d'autoriser Monsieur le maire :

- à déclasser les 2 délaissés et de valider la procédure afin que soit procédé aux différents bornages ;
- à procéder à la réalisation des enquêtes publiques correspondantes ;
- à négocier la cession avec le maître d'ouvrage **Grand Angle Promotion** ;
- à vendre les parcelles susmentionnées au maître d'ouvrage **Grand Angle Promotion**.

Monsieur Jean-Louis BONDU, rapporteur entendu

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,*

Article 1 : Valide le déclassement des 2 délaissés,

Article 2 : Valide la procédure de bornage,

Article 3 : Valide la réalisation des enquêtes publiques correspondantes afin de faire entrer dans le domaine public privé les 2 parcelles,

Article 4 : Autorise Monsieur le maire à négocier le prix de vente des parcelles issues du déclassement avec le maître d'ouvrage **Grand Angle Promotion**,

Envoyé en préfecture le 23/09/2023
Reçu en préfecture le 23/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07008-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Article 5 : Autorise Monsieur le maire à vendre au maître d'ouvrage Grand Angle Promotion la parcelle susmentionnée.

Article 6 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : décide que les frais liés aux déclassements seront à la charge de l'acquéreur,

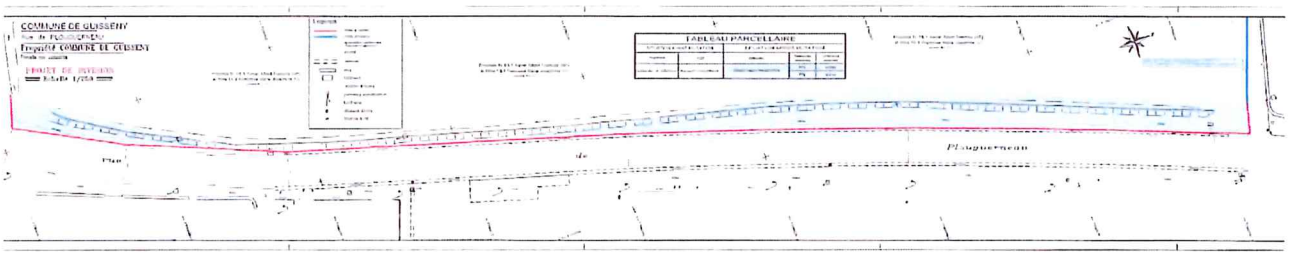
À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

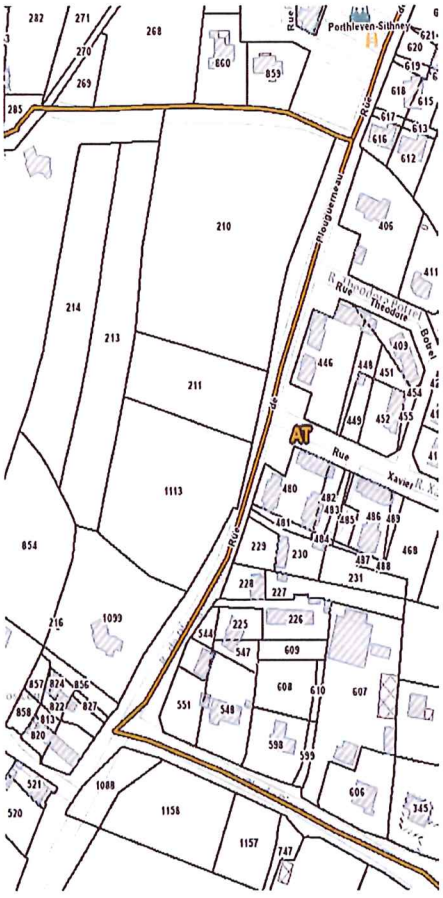
Le secrétaire de séance
Herveline CABON

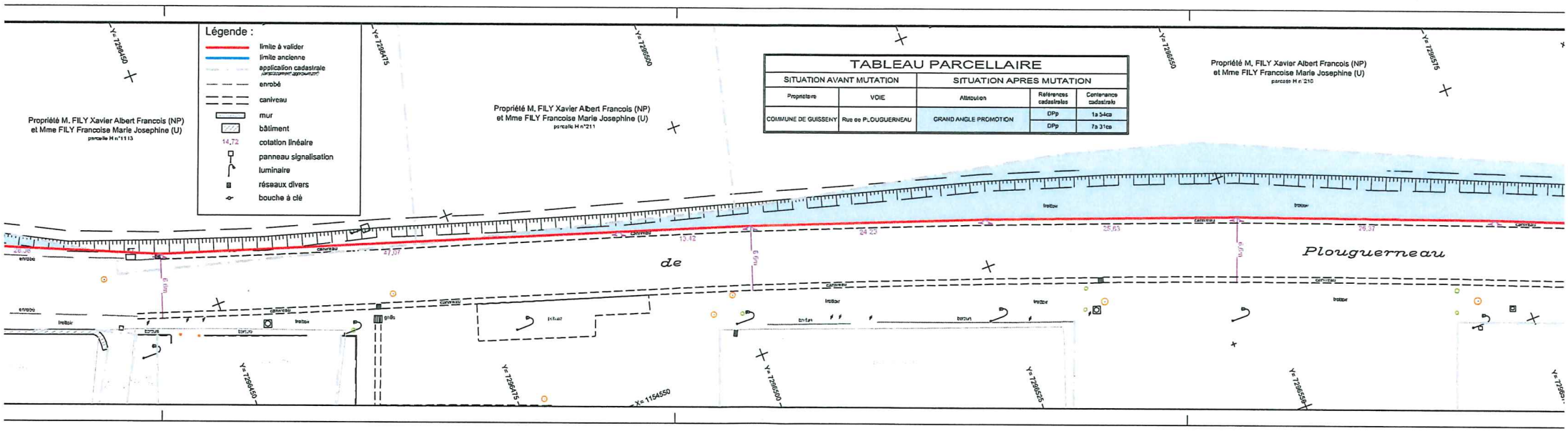
MAIRIE DE GUISSENY 29880

Demande cession :



Extrait Géoportail du Pays de Brest :




Légende :
limite à valider
limite ancienne
application cadastrale
enrobé
caniveau
mur
bâtiment
14,72 cotation linéaire
panneau signalisation
luminaire
réseaux divers
bouche à clé
Propriété M. FILY Xavier Albert Francois (NP)
et Mme FILY Francoise Marie Josephine (U)
parcelle H n°113
Propriété M. FILY Xavier Albert Francois (NP)
et Mme FILY Francoise Marie Josephine (U)
parcelle H n°211
Propriété M. FILY Xavier Albert Francois (NP)
et Mme FILY Francoise Marie Josephine (U)
parcelle H n° 210
TABLEAU PARCELLAIRE
SITUATION AVANT MUTATION
SITUATION APRES MUTATION
Propriétaire
VOIE
Attribution
Références cadastrales
Contenance cadastrale
COMMUNE DE GUISSENY
Rue de PLOUGUERNEAU
GRAND ANGLE PROMOTION
DPp
1a 54ca
DPp
7a 31ca
Plouguerneau
de
Y= 7296450
Y= 7296475
Y= 7296500
Y= 7296525
Y= 7296550
Y= 7296575
X= 1154550
trottoir
caniveau
enrobé
bordure
grille
13,42
24,22
25,63
26,37

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07008_2-DE

POUVOIR

Je soussignée,

La Commune de GUISSENY
Demeurant Place Porthleven-Sithney 29880 GUISSENY

1°) Déclare donner pouvoir, en qualité de propriétaire à :

Eric LECLERC
Géomètre-Expert DPLG
Inscrit au tableau de l'ordre des géomètres-expert sous le n°4799
1, place Saint-Louis BP 11254
29212 BREST Cedex 1

Pour dresser et signer en mon nom le document d'arpentage se rapportant à la parcelle ci-après désignée :

Commune : GUISSENY

Section : H

Numéro : non cadastrée

Tel que figuré au verso.

2°) Et déclare avoir pris connaissance de la notice "INFORMATION DES PROPRIETAIRES" ci-dessous.

FAIT A : Guissény
LE : le 11 Septembre 2023
SIGNATURE précédée de la mention "lu et approuvé" :

COMMUNE DE GUISSENY

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Pour le Maire et par délégation
Jean-Louis BONDU
Adjoint en charge de l'urbanisme
et du cadre de vie

7959-PCI.dwg 28/07/2023

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partie) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux îlots de propriété.

L'établissement des documents portant modification du parcellaire cadastral relève de personnes agréées par l'Administration, dont la liste est rendue publique et consultable dans les bureaux du Cadastre. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES : Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES : Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE : Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07008_2-DE

Commune : 029077
Guissény

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADAST

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (D

Numéro d'ordre du document d'arpentage .....
Document vérifié et numéroté le .....
A .....
Par .....

Section : H2
Feuille(s) : 02
Qualité du plan : non régulier

Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1250
Date de l'édition : 09/01/2006

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

~~A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;~~

~~B - En conformité d'un piquetage : .....effectué sur le terrain ;~~

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 10/07/2023 par M Eric LECLERC géomètre à BREST

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

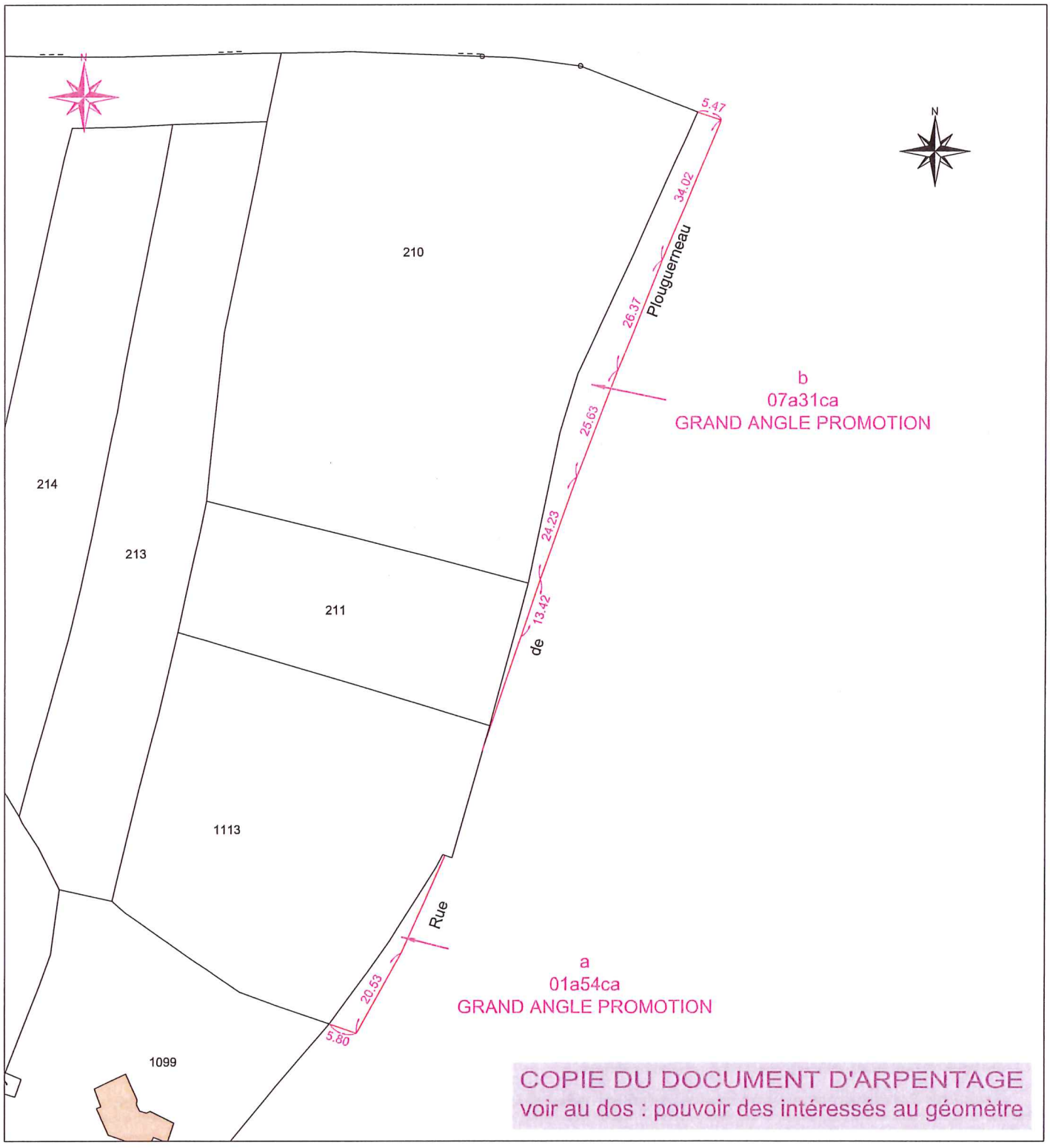
A BREST , le 10/07/2023

signatures : cf pouvoirs au dos

Document dressé par
Géomètre-Expert DPLG
à BREST
Date 10/07/2023
Signature :

COPIE

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).



COPIE DU DOCUMENT D'ARPENTAGE
voir au dos : pouvoir des intéressés au géomètre

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07009

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Convention d'occupation du domaine public GOUILLOU Patrice Brendaouez

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Absent : XX
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur BONDU, Adjoint au maire en charge de l'urbanisme et du cadre de vie, informe l'assemblée que Monsieur et Madame Patrice GOUILLOU, propriétaires d'une maison à BRENDAOUEZ, ont sollicité la création de son branchement au réseau d'eau potable auprès de la Communauté de Communes de Lesneven. Préalablement, cette maison était raccordée à un réseau privé de distribution d'eau potable.

Afin de limiter le coût des travaux, Monsieur GOUILLOU propose de réaliser une partie de ces travaux par ses propres moyens.

Il est demandé de l'autoriser à faire poser le citerneau, au plus près du réseau d'adduction d'eau potable, ainsi que le tuyau de raccordement, entre le compteur et la maison, dans le domaine communal.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention d'occupation du domaine communal.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,*

Article 1 : approuve cette convention d'occupation du domaine public communal ;

Article 2 : autorise le maire à signer la convention d'occupation du domaine public communal ;

Article 3 : d'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents permettant sa mise en œuvre ;

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07
Fax / Faks : 02 98 25 69 69

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION D'EAU SOUS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNE GUISSÉNY

La commune de GUISSÉNY, représentée par Raphaël RAPIN, Maire,
Place Porthleven Sithney 29880 Guissény,
En vertu de la délibération N° 23-07008, en date du 21/09/2023
ci-nommée la commune,

Et :

Monsieur Patrice GOUILLOU et Madame UGUEN Jeannine Brendaouez,29880 GUISSÉNY, propriétaires de la parcelle H382,
ci-nommés les demandeurs

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

La propriété H382 n'est pas desservie par le réseau public d'eau potable mais par un réseau privé.
La Communauté de Lesneven Côte des Légendes fera supporter les frais liés à l'extension du réseau d'eau potable au demandeur,
Le demandeur a sollicité la Communauté de Lesneven Côte des Légendes pour une création d'un branchement d'eau potable,
Le demandeur sollicite la commune afin d'autoriser le passage de sa canalisation privé sous le domaine public afin de se raccorder à son branchement d'eau potable,
Vu l'avis du service de l'eau de la Communauté Lesneven Côte des légendes indiquant que le regard sera placé en limite de domaine public et que de fait, il sera nécessaire d'obtenir une servitude de passage de la canalisation privée d'eau,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R2333-121, R2333-122, R2333-123,
Vu l'occupation, la commune de Guissény accorde aux demandeurs les servitudes ci-dessous désignées :

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1

Après avoir pris connaissance de l'implantation d'un citerneau et de la canalisation avant compteur la commune accorde à titre de servitude aux demandeurs le droit d'installer les ouvrages décrits ci-dessous. Les ouvrages sont constitués par une canalisation après compteur

Nature des matériaux	Diamètre en mm	Longueur en ml	Hauteur entre génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol actuel en cm
	25		80

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Cet ouvrage est posé en fouille suivant les règles de l'art : cahier des cla[illegible] fascicule 71, tel que figurant sur le plan transmis par le service de l'eau de la Communauté Lesneven Côte des Légendes.

Les travaux doivent être précédé d'une demande de DT/DICT et répondre au règlement de voirie de Guissény https://www.guisseny.net/urbanisme

Le demandeur s'engage à une remise en état initial du revêtement au droit de sa fouille.

Article 2

La commune conserve sur la propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la servitude ainsi constituée mais renonce à demander, pour quelques motifs que ce soit, l'enlèvement ou la modification des ouvrages ci-dessus désignés sauf en cas de suppression de l'installation.
La commune s'engage à ne pas planter d'arbres et arbustes au-dessus des canalisations.
En cas d'interventions lourdes, la commune s'engage à en informer préalablement les demandeurs afin de convenir des modalités d'interventions.
Le demandeur prend en charge techniquement et financièrement les réparations et dommages éventuels causés en cas de rupture de sa canalisation.

Article 3

La présente servitude est consentie à titre gratuit.

Article 4

La commune se dégage de toutes responsabilités pour les dommages qui viendraient à être causés par un tiers et ceux résultant d'un acte de malveillance.
Si l'impact lié à toute intervention ou modification des ouvrages par la commune est de qualité à porter préjudice aux demandeurs, ces derniers pourront prétendre à des indemnités.

Article 5

La présente convention de servitude sera applicable à tous les successeurs et ayants droits à quelques titres que les demandeurs.

Article 6

La présente convention prend effet à compter de la date de la signature de la convention.
Elle est conclue sans limitation de durée.
Elle prendra fin sans aucune formalité au cas où ces installations viendraient à être définitivement supprimées.

La commune
Le Maire

Le

Les demandeurs

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Communauté Lesneven Côte des Légendes
Kumuniez Lesneven Aod Ar Mojennoù

T. ST Le 08/9/23

DEMANDE DE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE

Version N-4 04/10/22

Coordonnées du titulaire du branchement à créer

☒ Monsieur ☐ Madame

Nom : Guillou

Prénom : Patrice

N° et rue : Brendaouez

Code postal : 29880

Ville : Guissény

N° de tél portable : 0642792309

N° de tél domicile : 0298256732

Adresse email : patrice.guillou@wanadoo.fr

Coordonnées de l'interlocuteur du chantier (si différent)

Nom : Bodennec Yoann

Prénom :

N° de tél portable : 0689183344

Adresse email : guezenoc.florence@orange.fr

Adresse du branchement à réaliser

Rue / lieu : Brendaouez

Ville : Guissény

Références cadastrales : H 382

N° du permis de construire : 29.9.36.830 CN

Mise en service du branchement d'eau potable

Date souhaitée pour les travaux le : Septembre OCTOBRE 2023

☐ branchement assainissement à créer
Si oui, demande de branchement assainissement à faire.

Nature des travaux :

☒ Création d'un branchement complet
☐ Pose compteur (travaux de branchement déjà effectués)

Usages

○ Maison d'habitation
○ Habitat collectif - nombre d'appartement : _____
○ Usage de l'eau à titre professionnel
  ○ Commerce
  ○ Industrie
  ○ Activité agricole
  ○ Autre : _____

N° SIRET : _____
CODE NAF : _____

Equipements envisagés

☐ puits, forages
☐ récupération des eaux de pluies
☐ piscine
☐ autre

Pièces à joindre au dossier

☐ copie de l'attestation d'achat du terrain
☐ copie de l'arrêté du permis de construire
☐ plan de situation
☐ plan de masse du terrain
☐ demande de contrat d'abonnement d'eau

Je déclare avoir pris connaissance des règlements de l'eau et de l'assainissement de la CLCL (à disposition sur le site internet ou remis en main propre) et déclare accepter les conditions tarifaires en vigueur.

Ville, Guissény
Date, le 29/08/2023

Merci de retourner le document par courrier à Communauté Lesneven Côte des Légendes - Service eau/assainissement - 12 Boulevard des frères Lumière - 29260 LESNEVEN ou email à eau@clcl.bzh

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Communauté Lesneven
Côte des Légendes
Kumuniezh Lesneven Aod ar Mojennoù

DEMANDE D'OUVERTURE DE CONTRAT D'ABONNEMENT AU RESEAU PUBLIC D'EAU POTABLE

Titulaire du contrat

(X) Monsieur ( ) Madame ( ) Entreprise
Nom : GOUILLOU
Prénom : PATRICE
Date de naissance : 12/10/1950
N° de tél fixe : 02 98 25 67 32
N° de tél portable : 06 27 92 30 9
Adresse email : patrice.gouillou@wanadoo.fr

Si professionnel :
N° SIRET :
CODE NAF :

Agissant en qualité de :
(X) Propriétaire
( ) Locataire (nom/prénom du propriétaire : _____)
( ) Autre (à préciser) _____

Adresse de la demande d'alimentation en eau

N° Rue / lieu : Brendaouez
Complément (appt, étage,...) :
Ville : GUISSENY

Adresse pour l'envoi de la facture *(si différente)*

Nom :
Prénom :
N° Rue / lieu :
Complément (appt,étage,...) :
Ville :

Mise en service du contrat

Date d'achat ou de bail :
Index du compteur : _____ m3
N° du compteur d'eau :
(joindre une photo de l'index du compteur si possible)

☐ Raccordé à l'assainissement collectif ? NON

Si le bien est raccordable à l'assainissement collectif, le présent formulaire vaut convention de déversement ordinaire.

Ancien occupant du bien

Nom :
Prénom :

Usages

Nombre de personnes vivant dans le foyer : 2

Nature du bien :
☒ Maison d'habitation
☐ Habitat collectif
☐ Local professionnel
- ☐ Commerce
- ☐ Industrie
- ☐ Activité agricole
- ☐ Autre

COURRIER ARRIVÉ LE
04 SEP. 2023
Communauté Lesneven
Côte des légendes

Equipements

☐ puits, forages
☐ récupération des eaux de pluies
☐ piscine
☐ autre

Données personnelles

☐ Je refuse que le service Eau et Assainissement communique mes coordonnées postales à ma commune d'habitation

Je déclare avoir pris connaissance des règlements de l'eau et de l'assainissement de la CLCL (à disposition sur le site internet ou remis en main propre) et déclare accepter les conditions tarifaires en vigueur.

Ville, GUISSENY
Date, le 29/08/2023
Signature :

Clause de rétractation :
Si le contrat n'est pas conclu dans les locaux du service des eaux, l'abonné bénéficie d'un droit de rétractation de 14 jours à compter de la date de signature du contrat. Il devra en faire la demande expresse sur papier. Toutefois si l'abonné souhaite que le début d'exécution du contrat intervienne avant la date de fin du délai de rétractation, il s'engage à régler sa consommation et son abonnement au prorata des jours durant lesquels il a bénéficié du service.

Merci de retourner le document par courrier à Communauté Lesneven Côte des Légendes - Service eau/assainissement - 12 Boulevard des frères Lumière - 29260 LESNEVEN ou email à eau@clcl.bzh

DÉPARTEMENT

COMMUNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PERMIS DE CONSTRUIRE

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Demande de permis de construire formulée le :

Par M. : GOUILLOU Patrice
Demeurant à : Brendaouez, 29249 GUISSENY
Agissant en qualité de (1) de la Sté (1)
Pour édifier : bâtiment(s) à usage de : Habitation

Commune 0 7 1

Nombre de logements 1

Sur un terrain sis à : GUISSENY, Brendaouez

LE MAIRE de GUISSENY

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement
Vu l'arrêté, en date du 14 Mars 1979, portant permis de construire au nom de M. UGUEN Antoine.

Vu la demande de permis de construire sus-visée

ARRÊTE

Art. 1 - Le permis de construire est ACCORDÉ pour le projet décrit dans la demande sus-visée.

- Le présent arrêté n'a pour objet qu'un transfert de nom.

- Les réserves mentionnées dans l'arrêté de permis de construire du 14 Mars 1979 restent valables.

Le 10 AOUT 19.9

Signature

(1) S'il s'agit d'une personne morale.

– Le présent permis est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, etc.) ; il est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai d'un an à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

– Copie du présent arrêté sera notifiée :

1° - par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, au pétitionnaire qui en fera mention par affichage sur le terrain dès sa délivrance et pendant toute la durée du chantier ; toutefois le permis de construire peut être notifié par pli non recommandé lorsqu'il ne comporte ni réserves ni prescriptions spéciales ;

2° - au Directeur départemental de l'Équipement.

Un extrait du permis de construire est en outre publié dans les huit jours de la notification, par voie d'affichage à la mairie

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Yves GUERMEUR
NOTAIRE
Successeur de Me LE CORRE
2, Rue des Récollets
29260 LESNEVEN
B. P. N° 9

Étude fermée le Samedi et le Mercredi après-midi
Réception le matin et l'après-midi sur rendez-vous

Tél. (98) 83-00-33
C. C. P. Rennes 3056-38 M

Lesneven, le

N/Réf. :

V/Réf. :

ATTESTATION

Je soussigné Maître Yves GUERMEUR, Notaire à LESNEVEN,

CERTIFIE ET ATTESTE QUE :

Suivant acte à mon rapport en date du 28 août 1979,

Monsieur Antoine Jean Marie UGUEN, et Madame Marie Louise Jeanne Yvonne ROLLAND, son épouse, tous deux cultivateurs, demeurant ensemble au lieu de "Brendaouez" en la commune de GUISSENY,

ONT FAIT DONATION, au profit de leur fille, avec stipulation de communauté,

Madame Jeannine Marie Josèphe Thérèse UGUEN, secrétaire, épouse de Monsieur Patrice GOUILLOU, demeurant à "Brendaouez" en GUISSENY,

savoir :

EN LA COMMUNE DE GUISSENY
Au lieu de "Brendaouez"
Une parcelle de terre figurant au cadastre à la section H, sous le numéro 382, pour une contenance totale de TRENTE QUATRE ARES, QUATRE VINGT QUINZE CENTIARES, ci..... 34a 95ca

Evaluée à la somme de DIX SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS (17 500,00 F)

EN FOI DE QUOI, je délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

FAIT A LESNEVEN, le 15 octobre 1979.

Me Yves GUERMEUR, Notaire
29260 LESNEVEN

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307009-DE

Référence à rappeler **Destinataire : MR G**

Adresse de travaux : Brendaouez
29880 GUISSENY

Communauté Lesneven
Côte des Légendes
Kumuniezh Lesneven Aod ar Mojennoù
Régie des Eaux
12 boulevard des Frères Lumière
29260 LESNEVEN

Tel : 02 98 83 02 80
Courriel : eau@clcl.bzh

Destinataire du devis
MR GOUILLOU PATRICE
BRENDAOUEZ
29880 GUISSENY

Devis n° 2023061 du 03/05/2023

Création branchement long hors forfait (eau)

Désignation	Quantité	Unité	P.U.	Montant HT	T.V.A.	Montant TTC
CREATION D'UN BRANCHEMENT LONG HORS FORFAIT	1,00	U	15 390,00	15 390,00	3 078,00 (20,00%)	18 468,00
				15 390,00	**3 078,00**	**18 468,00**

Total du devis **18 468,00 €**

Commentaires

Création d'un branchement d'eau long (124 m de long, diamètre 32, citerneau enterré type "Montage CLCL")

Devis refusé par M. Gouillou
Trop onéreux

Date d'acceptation : _____	**Signature, précédée de 'Bon pour accord' :**
Signataire : _____	

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07010-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07010

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Budget principal - Décision modificative n°2

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Marie-Michelle LORGERE, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le 20 juillet le SGC a informé la commune d'un trop perçu de 4 943 €. En effet, suite à la suppression de la TH, la commune a bénéficié d'une compensation par l'Etat pour qu'elle ne soit pas perdante. Or, entre 2017 et 2019, la commune a voté l'augmentation de ses taux de TH (pour les seules personnes qui étaient encore concernées) mais l'augmentation des avances liée à cette hausse de taux n'est pas compensée par l'Etat. C'est ce trop perçu sur la compensation que l'on nous demande de rembourser.
Compte tenu de l'imputation, qui n'était pas prévu lors de la préparation budgétaire, sur laquelle devra être imputé ce prélèvement, il convient d'inscrire les crédits budgétaires comme présentées dans le tableau suivant :

RECETTES			DEPENSES		
73	IMPOTS ET TAXES		014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	
7311	Contributions directes	+ 5000,00 €	739118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	+ 5000,00 €

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16voix « pour »,* accepte la modification budgétaire proposée.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07011-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07011

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Vidéoprotection

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle que lors de la présentation en CM du 10 novembre 2022, il avait été évoqué de renforcer le dispositif de « participation citoyenne » par l'installation d'une vidéoprotection. Ainsi nous avions validé la délibération N°CM/22-0802.

Ce dispositif est bien différent de la vidéosurveillance. La vidéosurveillance nécessite l'observation en permanence des caméras et le cas échéant une intervention des forces de l'ordre. La vidéoprotection enregistre certes mais les images ne sont consultables uniquement à la demande de la justice ou des forces de l'ordre.

Nous avons rencontré l'adjudant Frederic SERGENT, gendarme en charge d'accompagner les collectivités dans la rédaction d'un diagnostic. Une restitution nous a été faite le 31 mai 2023.

Monsieur le Maire propose de désigner Madame Valérie NIVEZ référente du dossier suite à sa nomination lors du CM du 25 Mai 2023 « référente de la participation citoyenne »

Raphaël RAPIN, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »*,
Article 1 : prend acte de l'avancé du sujet,
Article 2 : accepte la désignation de Mme NIVEZ.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN



Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07012-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07012

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

PÔLE MEDICAL – MAISON DE SANTE

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique que des échanges se sont prolongés depuis juin 2018 avec l'association des professionnels de santé de la commune.

Ces échanges aboutissent aujourd'hui à la demande de réalisation d'un pôle médical. Celui-ci se positionnerait sur le site du NOGUEL 1. Pour ce faire, nous avons sollicité le bail social « Finistère habitat » pour un 1er accompagnement. Dans le cadre de mes délégations, j'ai ainsi validé la proposition d'honoraire de FH, pour la rédaction et la fourniture de plan projet (2 scenarii) et d'une approche financière du projet immobilier, pour un montant de 6 640 €.

Afin de rassurer les professionnels de santé de l'association, je vous demande d'acter l'engagement pour la réalisation d'un pôle médical au NOGUEL 1.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,*

Article 1 : accepte la réalisation d'un pôle médical porté par la commune,

Article 2 : approuve la proposition d'honoraire de Finistère Habitat pour un montant de 6 640 € HT.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN



Le secrétaire de séance
Herveline CABON

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07013

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 14
Votants	= 16

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Echange de données Commune / CLCL

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire informe qu'à l'échelle du pays de Brest, les différentes collectivités ont engagé une démarche d'harmonisation et de diffusion des données géographiques. Ainsi, l'infrastructure de données géographiques appelée « GéoPaysdeBrest » en assure la cohérence.

Le cadre des échanges de données a été posé avec la signature de 2 conventions à l'échelle de chaque Etablissement public de coopération intercommunal (EPCI) du pays de Brest :

- Une convention entre chaque commune de la CLCL et la Communauté Lesneven Côte des Légendes
- Une convention entre la CLCL et le pôle métropolitain.

Rôle du pôle métropolitain :

Le dispositif est coordonné et animé par le pôle métropolitain du pays de Brest. Ce dernier est chargé d'accompagner les EPCI dans le développement de l'information géographique, de faire le lien avec les partenaires supra-territoriaux (ex : GéoBretagne), d'établir et de faire vivre les conventions entre partenaires (collectivités et partenaires). Pour ce faire, il met à disposition de la CLCL son service spécialisé ainsi que des ressources et outils. Ainsi, il canalise et communique diverses données exploitées à l'échelle communautaire et communale.

Exemples de données : plans de cadastre, réseaux électricité et eau, gaz, plan corps de rue simplifié, plan départemental randonnée, zones humides....

Rôles des communes et de la CLCL :

Chaque commune produit des informations qui relèvent de ses compétences.

La CLCL produit également des informations liées à ses compétences et effectue le lien entre les communes et le pôle métropolitain, via un Système d'Information Géographique (SIG) administré par un géomaticien.

Les modalités de travail entre les communes la CLCL et le pôle métropolitain ont été établies dans les 2 conventions précitées. Et il convient de les actualiser par la signature de nouvelles conventions, compte tenu de l'évolution des compétences des communes et des EPCI. Ainsi sont désormais du ressort de la CLCL, les données relatives à l'urbanisme, aux réseaux d'eau potable et usées, la fibre optique, le foncier économique des ZAE communautaires, le filaire de voies. En revanche, les adresses (via l'outil mes adresses), les réseaux (hors eau

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

potable et eaux usées) et les données d'aménagement de voirie restent dans le périmètre d'intervention des communes.

Concernant les équipements publics et les aménagements cyclables, les communes doivent les porter à la connaissance de la CLCL qui se charge de les saisir dans le SIG.

Vu cet exposé, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de :
- prendre en compte ces évolutions des rôles des communes et de la CLCL dans une nouvelle convention à intervenir entre la commune et la CLCL
- d'autoriser le maire à signer cette convention
- de désigner un agent référent ou un élu référent qui fera le lien entre la mairie et la service SIG de la communauté de communes.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à *l'unanimité* des suffrages exprimés, *par 16 voix « pour »,*

Article 1 : prend en compte ces évolutions des rôles des communes et de la CLCL dans une nouvelle convention à intervenir entre la commune et la CLCL

Article 2 : autorise le maire à signer cette convention

Article 3 : désigne une agente référente Armelle GOAOC qui fera le lien entre la mairie et le service SIG de la communauté de communes.

À Guissény, le 21 Septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance
Herveline CABON

CM23-07013 annexe 1

Communauté Lesneven
Côte des Légendes
Kumuniezh Lesneven Aod ar Mojennoù

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Gwaz
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

Convention d'échange de données géographiques et de services associés

Le ../../....

Entre les soussignés :

• **La communauté de communes de ...,** dont le siège est situé à ..., ..., représentée par son Président,..., agissant en vertu de la délibération n°.... du Bureau/ Conseil de communauté du....
ci-après désignée « la communauté »

et

• **La commune de GUISSENY,** dont le siège est situé à ..., ..., représentée par son Maire ...
ci-après désignée « la commune »

Préambule :

Les collectivités du Pays de Brest sont engagées dans une démarche d'harmonisation et de diffusion des données géographiques à l'échelle de ce territoire.

Cette démarche s'appuie sur un dispositif impliquant chaque niveau territorial :

- La commune qui produit des informations relevant de ses domaines de compétences.
- La communauté qui produit des informations relevant de ses domaines de compétences et qui assure l'entretien du Système d'Information Géographique (SIG) communautaire.
- Le Pôle métropolitain du Pays de Brest qui dispose d'une Infrastructure de Données Géographiques ci-après dénommée « GéoPaysdeBrest », et qui assure la cohérence du dispositif.

Afin de formaliser la contribution de chaque niveau territorial, deux types de conventions d'échange de données géographiques et de services associés ont été établis :
- Entre le Pôle métropolitain et les communautés d'une part.
- Entre les communautés et leurs communes d'autre part.

La présente convention entre donc dans le cadre de ce dispositif.

Ceci posé, il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.300-1 et suivants.

Vu le Code de la propriété intellectuelle.

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Vu la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique.

Vu les conventions établies entre les communautés du Pays de Brest et leurs communes relatives à l'échange de données géographiques et de services associés.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le contenu et les modalités d'échanges de données géographiques et de services associés entre la commune et la communauté.

Article 2 – Données fournies par la commune

La liste des données fournies par la commune est décrite en Annexe 1. Cette annexe décrit également la périodicité de livraison et le modèle de données attendu.

En particulier, dans le domaine de la dénomination des voies et des numérotations d'adresses, les services mis à disposition par GéoPaysdeBrest nécessitent que la commune veille à la mise à jour en continu des nouvelles dénominations et nouveaux numéros.

De même, dans le domaine des réseaux, l'intégration des données dans GéoPaysdeBrest nécessite que la commune annexe à son cahier des charges des ouvrages exécutés le cahier des charges des plans de récolement de réseaux (annexe 2).

Cette liste pourra être complétée ultérieurement selon l'évolution des compétences de chacun des partenaires et les besoins arrêtés en comité technique communautaire.

Article 3 – Services mis à disposition par la communauté

Article 3.1 – Mise à jour du Système d'Information Géographique (SIG) communautaire

La communauté assurera l'intégration des données fournies pas la commune dans le SIG communautaire selon la fréquence décrite en annexe 1.

La communauté produit également des données liées à ses compétences (circuits de collecte, sentiers de randonnées, voirie communautaire...). Elle peut les mettre à disposition de la commune ou d'un prestataire de cette dernière.

Article 3.2 – Mise à disposition de données

La plupart des données sont publiées sur la plateforme GéoPaysdeBrest. Néanmoins, la communauté pourra assurer la mise à disposition de données directement à des prestataires travaillant pour le compte de la commune, s'il s'agit de données sensibles ou nécessitant un traitement préalable.

Article 3.3 – Valorisation des données

La communauté de communes dispose des compétences géomatiques afin de valoriser les données géographiques sous formes de cartes dynamiques ou statiques à partir de ses propres outils ou ceux proposés par GéoPaysdeBrest.
Elle pourra proposer ces services à la commune, suivant un programme de travail défini annuellement en comité technique SIG communautaire (cf. article 9).

Article 3.4 – Animation et conseil

La communauté assure une mission d'expertise et de conseil auprès des communes dans leurs projets comportant une composante géomatique.

En particulier, la communauté accompagnera la commune dans la constitution de sa Base adresse locale.

Article 3.2 – Mise à disposition des données au pôle métropolitain du pays de Brest

La communauté mettra à disposition les données du SIG communautaire au pôle métropolitain qui en assurera la publication sur la plateforme GéoPaysdeBrest, conformément aux règles de diffusion décrites en annexe 1.

Article 4 – Services mis à disposition par le pôle métropolitain du pays de Brest

Le respect de ces dispositions conjointement par la communauté et la commune permet à cette dernière de disposer des services assurés par le pôle métropolitain du Pays de Brest :

- accès en consultation aux données listées en annexe 1 sur la plateforme GéoPaysdeBrest ;
- accès en consultation aux données listées en annexe 1 de la convention entre le Pôle métropolitain et la communauté ;
- accès aux différents services de consultation de données en ligne proposés par GéoPaysdeBrest ;
- accès pour leur propre compte ou celui de prestataires aux données en téléchargement ou en flux via le catalogue GéoPaysdeBrest ;
- possibilité d'intégration de cartes interactives dans leur site internet ;
- possibilité de créer des services de valorisation de ces données : cartes narratives, tableaux de bord, applications thématiques... ;
- accès à des services de mise à jour des données dans la limite du nombre de comptes disponibles ;
- accès à des outils spécifiques de type consultation des notes de renseignement d'urbanisme par exemple ;

Article 5 – La libre réutilisation des informations publiques

Le Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) pose le principe du droit à une libre réutilisation des données publiques. Il précise que les données publiques peuvent être réutilisées

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

librement à d'autres fins que la mission de service public en vue de laquelle les documents ont été élaborés ou sont détenus (article L. 321-1), ceci dans les limites et les conditions fixées par le titre 2 du livre 3 du CRPA.

Cette liberté de réutilisation est notamment soumise à la condition de ne pas altérer ces données, ni de dénaturer leur sens (article L. 322-1) et de se conformer à la loi n° 7817 du 6 janvier 1978 concernant les données à caractère personnel (article L. 322-2).

Sont exclues du droit à réutilisation les données sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle (article L. 321-2).

En conséquence, les données publiques et non-personnelles publiées sur GéoPaysdeBrest seront mises en libre accès.

Article 6 – Sous-traitance

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties a recours à un prestataire dans l'exercice de ses missions décrites dans la présente convention, elle s'assurera du respect des termes de la convention auprès de celui-ci.

Article 7 – Conditions financières

L'échange de données et de services décrit ci-dessus ne fera l'objet d'aucune contrepartie financière, ni pour la commune, ni pour la communauté, autre que la contribution des communautés au pôle métropolitain.

Article 8 – Date de prise d'effet, durée et résiliation

La présente convention prendra effet à la date de la signature. Elle est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction par périodes d'un an. Sa durée maximale est de six ans.

La convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis de 2 mois.

Les parties conviennent de se rapprocher pour élargir, si nécessaire, le contenu des échanges et des services. La présente convention serait alors complétée par voie d'avenant.

Article 9 – Coordination

La commune désignera en son sein un interlocuteur de la communauté pour toutes questions relatives aux échanges de données géographiques et de services associés objets de la présente convention.

Une fois par an, un comité technique SIG communautaire associant l'ensemble des interlocuteurs communaux et le géomaticien de la communauté se réunira afin de faire le point sur l'application de la convention et les besoins des communes. Un compte-rendu de réunion sera rédigé en commun.

Chacune des parties pourra demander l'organisation de réunions de concertation afin de faciliter l'application des dispositions de cette présente convention. Un compte-rendu de réunion sera rédigé en commun.

Article 10 – Exclusion de responsabilité

La responsabilité de la communauté ne peut être engagée sur le contenu des informations qui lui ont été transmises par la commune et qu'elle a intégrées dans le système d'information géographique communautaire

La responsabilité du pôle métropolitain ne saurait être engagée en cas d'interruption de service liée à un dysfonctionnement.

Article 11 – Juridiction compétente en cas de litige

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Rennes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à ..., le ... ... 20..,
en 2 exemplaires originaux

Pour la communauté de communes de ...,
le Président, ...

Pour la commune de ...,
le Maire, ...

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Liste des données fournies par les communes à la communauté

Annexe 2 – Cahier des charges des plans de récolements

Annexe 3 –Typologie des équipements publics, services et points d'intérêt

Annexe 1 - Données fournies par les communes à la communauté

Description	Producteur	Fréquence de fourniture par la commune	Fréquence d'intégration dans GéoPaysdeBrest	Règle de diffusion sur GéoPaysdeBrest	Commentaires	Modèle de données
Plan de récolement eaux pluviales	Entreprise	Chaque fin de travaux	Mensuelle	Restreint		Cahier des charges récolement Pays (Annexe 2)
Plan de récolement fibre optique	Entreprise	A chaque fin de travaux	Mensuelle	Restreint		Cahier des charges récolement Pays (Annexe 2)
Plan de récolement signalisation lumineuse de trafic	Entreprise	A chaque fin de travaux	Mensuelle	Restreint		Cahier des charges récolement Pays (Annexe 2)
Plan de récolement signalisation lumineuse de trafic	Entreprise ou commune	A chaque fin de travaux	Mensuelle	Restreint		Cahier des charges récolement Pays (Annexe 2)
Réseau d'éclairage public	SDEF	Annuelle	Annuelle	Restreint		
Filaire de voies	Commune	A chaque dénomination	En continu	Tout public	Création des nouvelles voies ou dénominations sur *https://mes-adresses.data.gouv.fr/*	Format Base Adresse Nationale
Adresses	Commune	A chaque création d'adresse	En continu	Tout public	Création des nouvelles adresses sur *https://mes-adresses.data.gouv.fr/*	Format Base Adresse Nationale
Equipements publics, services et points d'intérêt	Commune	A chaque création	En continu	Tout public	Signalements sur l'application de signalements ou via des fichiers Excel. Voir typologie en annexe 3.	Modèle de données Pays de Brest
Pistes et aménagements vélo	Commune	A chaque fin de travaux	En continu	Tout public	Signalement sur l'application des signalements	
Arrêtés de circulation	Commune	A chaque nouvel arrêté	En continu	Tout public	Signalement via l'application des signalements	Modèle de données Pays de Brest

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

Annexe 2 -Cahier des charges des plans de récolements

Accessible à partir de ce lien :
https://geo.pays-de-brest.fr/espacedocumentaire/Documents/Public/CCTP_recolement.pdf

Annexe3 – Typologie des équipements publics, services et points d'intérêts

THEMATIQUE	SOUS THEMATIQUE
A-Administration et service aux usagers	A11-Administration des communes et intercommunalités
A-Administration et service aux usagers	A12-Administration du Département
A-Administration et service aux usagers	A13-Administration de la Région
A-Administration et service aux usagers	A14-Administration de l'Etat
A-Administration et service aux usagers	A15-Autre service administration
A-Administration et service aux usagers	A21-Service et médiation numérique
B-Espace public et espace vert	B11-Parc et jardin
B-Espace public et espace vert	B12-Jardiner en ville
B-Espace public et espace vert	B13-Aire de jeux
B-Espace public et espace vert	B14-Autre espace vert
B-Espace public et espace vert	B15-sport en libre accès
B-Espace public et espace vert	B21-Autre service sur l'espace public
C-Petite enfance	C11-Crèche
C-Petite enfance	C21-Halte-garderie
C-Petite enfance	C31-Accueil de loisirs maternels
C-Petite enfance	C41-Autre service petite enfance
C-Petite enfance	C51-Information petite enfance

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

D-Culture, loisirs	D21-Equipement socioculturel
D-Culture, loisirs	D31-Médiathèque
D-Culture, loisirs	D41-Lieu de diffusion et de création culturelle
D-Culture, loisirs	D42-Lieu d'exposition
D-Culture, loisirs	D43-Cinéma
D-Culture, loisirs	D44-Art urbain
D-Culture, loisirs	D51-Enseignement et pratique artistique
D-Culture, loisirs	D61-Site ou service patrimonial
D-Culture, loisirs	D71-Autre lieu et service culturel et de loisirs
E-Education jeunesse	E11-Information éducation - jeunesse
E-Education jeunesse	E21-Ecole maternelle et primaire
E-Education jeunesse	E22-Collège ou lycée
E-Education jeunesse	E31-ALSH et loisirs
E-Education jeunesse	E32-Etablissement ou service d'éducation pour l'enfance handicapée
E-Education jeunesse	E41-Etablissement ou service social lié à l'enfance
E-Education jeunesse	E51-Hébergement collectif-jeunesse
E-Education jeunesse	E61-Autre service éducation-jeunesse
G-Economie et emploi	G11-Service aux entreprises
G-Economie et emploi	G12-Halle ou marché
G-Economie et emploi	G21-Service emploi et insertion professionnelle
G-Economie et emploi	G22-Etablissement ou service pour le travail des adultes handicapés
G-Economie et emploi	G31-Tiers lieu
G-Economie et emploi	G41-Formation supérieure et continue
H-Culte	H11-Edifice religieux
I-Santé	I11-Etablissement hospitalier généraliste

I-Santé	I12-Etablissement ou service spécialisé pour maladies mentales
I-Santé	I21-Soins ambulatoires et à domicile
I-Santé	I31-Accès aux soins et prévention santé
I-Santé	I41-Secteur libéral de premier recours santé
I-Santé	I51-Centre de ressource santé
J-Tourisme et hébergement touristique	J11-Hébergement
J-Tourisme et hébergement touristique	J21-Site touristique
J-Tourisme et hébergement touristique	J31-Information Tourisme
K-Sport, nautisme	K11-Piscine
K-Sport, nautisme	K12-Patinoire
K-Sport, nautisme	K13-Salle multisports
K-Sport, nautisme	K21-Salle spécialisée
K-Sport, nautisme	K31-Site - Terrain spécialisé
K-Sport, nautisme	K41-Terrain de grands jeux collectifs
K-Sport, nautisme	K51-Espace sportif en accès libre
K-Sport, nautisme	K61-Nautisme
K-Sport, nautisme	K71-Autre équipement ou service sportif
L-Solidarité	L11-Service social d'accueil d'information et d'accompagnement
L-Solidarité	L12-Hébergement social collectif
L-Solidarité	L13-Service d'aide à la vie quotidienne
L-Solidarité	L21-Information pour les personnes âgées
L-Solidarité	L22-Hébergement personnes âgées
L-Solidarité	L23-Service social en faveur des personnes âgées

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

L-Solidarité	L31-Information des personnes en situation de handicap
L-Solidarité	L32-Etablissement d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée
L-Solidarité	L33-Accueil de loisirs spécialisé
L-Solidarité	L34-Service pour enfants et adolescents handicapés
L-Solidarité	L35-Etablissement et service d'hébergement pour adultes handicapés
L-Solidarité	L36-Service de maintien à domicile et de vie sociale pour personnes handicapées
L-Solidarité	L37-Etablissement et service pour le travail des adultes handicapés
L-Solidarité	L38-Association pour personnes handicapées
M-Se loger, habiter au quotidien	M11-Information et orientation logement
M-Se loger, habiter au quotidien	M12-Collecte et traitement des déchets
M-Se loger, habiter au quotidien	M13-Eau et assainissement
N-Déplacement, mobilité	N11-Information et accueil mobilité
N-Déplacement, mobilité	N12-Carrefour multimodal
N-Déplacement, mobilité	N13-Stationnement
N-Déplacement, mobilité	N14-Autre service de mobilité

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM2307013-DE

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/23-07014

Date d'envoi de la convocation : **15 Septembre 2023**

Nombre de membres en exercice	= 16
Présents	= 1x
Votants	= 1x

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023

Dispositif d'initiation à la langue bretonne
École publique Intercommunale du TREAS

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Départemental du Finistère, en lien avec les services de l'Education Nationale, propose aux communes de conclure des conventions de partenariat relatives au financement de l'initiation à la langue bretonne dans les écoles primaires publiques qui en font la demande. Il précise que c'est le cas de l'école publique intercommunale du TREAS.

Ce dispositif prévoit, conformément aux dispositions du Code de l'Education qui permet l'enseignement des langues et cultures régionales, de favoriser l'initiation à la langue bretonne par la mise en place d'animations culturelles dans le cadre du temps scolaire pour les jeunes qui ne poursuivent pas de scolarité bilingue.

Les activités d'initiation à la langue bretonne sont actuellement proposées une heure par semaine et animées par une association habilitée par les services de l'Education Nationale. Pour l'école publique intercommunale du TREAS, il s'agit de l'association TI AR VRO LEON.

Le dispositif est coordonné par le Conseil Départemental du Finistère et cofinancé ainsi :

- 50 % Conseil Départemental du Finistère
- 50 % Commune, moins la contribution de la Région Bretagne.

En 2022, le coût total annuel, d'un montant de 1800 € a été ainsi réparti :

- 900 € Conseil Départemental du Finistère
- 600,60 € Communes de Guissény et Kerlouan (soit 300,30 € par commune)
- 299,40 € Région Bretagne.

Pour cette rentrée 2023/2024, le Conseil Départemental propose d'étendre le dispositif en modifiant la durée de l'activité par deux heures au lieu d'une heure.

Le coût annuel supporté par les communes pour l'école du TREAS sera alors de 1 400 €, soit 700 € par commune.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

Date de mise en ligne : 25/09/2023

Le versement sera effectué par la commune de Kerlouan au Conseil Départemental du Finistère. Charge à la commune de Kerlouan de refacturer la contribution de la commune de Guissény dans le cadre de l'état annuel des dépenses de l'école publique intercommunale du TREAS.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 16 voix « pour », autorise Monsieur le maire :

Article 1 : à conclure la nouvelle convention de partenariat financier d'initiation à la langue bretonne avec le Conseil Départemental du Finistère pour l'école publique intercommunale du Très selon les modalités présentées ci-dessus,

Article 2 : à rembourser la commune de Kerlouan de cette participation qui sera intégrée dans l'état annuel des dépenses de l'école publique.

À Guissény, le 21 septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

La secrétaire de séance
Herveline CABON

CM 23-07014 annexe 1

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE L'INITIATION A LA LANGUE BRETONNE DANS LES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES POUR LA PERIODE SEPTEMBRE 2022 – JUILLET 2025

Entre :

Le Département du Finistère, représenté par Maël DE CALAN, Président du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte du Département en vertu d'une délibération de l'Assemblée départementale du 3 octobre 2022, ci-après désigné par « Conseil départemental ».

Et

La Commune de Kerlouan représentée par Monsieur Christian COLLIOU, son Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 07/07/2022.

La Commune de Guissény représentée par Monsieur Raphaël RAPIN, son Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération du Conseil municipal du ……..

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Conseil départemental et la Direction académique des Services de l'Education nationale en vertu de la convention signée le 29 avril 2021, entendent œuvrer de manière active pour que les jeunes Finistériens qui ne poursuivent pas une scolarité bilingue puissent bénéficier le plus largement possible d'une initiation à la langue bretonne dans le cadre du temps scolaire. Cette animation culturelle s'inscrit dans le cadre règlementaire suivant :

-L'article L121-1 du code de l'éducation dispose que « *Les écoles, les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur sont chargés de transmettre et de faire acquérir connaissances et méthodes de travail. Ils (…) dispensent une formation adaptée dans ses contenus et ses méthodes aux évolutions économiques, sociales et culturelles du pays et de son environnement européen et international. Cette formation peut comprendre un enseignement, à tous les niveaux, de langues et cultures régionales.* »

-L'article L312-10 du même code précise que « *Les langues et cultures régionales appartenant au patrimoine de la France, leur enseignement est favorisé prioritairement dans les régions où elles sont en usage. Cet enseignement peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'État et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage (...) L'enseignement facultatif de langue et culture régionales est proposé dans l'une des deux formes suivantes : un enseignement de la langue et de la culture régionales ; un enseignement bilingue en langue française et en langue régionale. Les familles sont informées des différentes offres d'apprentissage des langues et cultures régionales.* »

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

-L'article L312-11 du même code dispose que « *les [illegible] second degrés sont autorisés à recourir aux langues régionales, dès lors qu'ils en tirent profit pour leur enseignement. Ils peuvent également s'appuyer sur des éléments de la culture régionale pour favoriser l'acquisition du socle commun de connaissances, de compétences et de culture et des programmes scolaires.* »

-Le cadre européen de référence pour les langues (CECRL) publié en 2000 par le conseil de l'Europe inscrit les apprentissages dans une progression.

-La circulaire n°2017-072 du 12 avril 2017 relative à l'enseignement des langues et cultures régionales à l'école dispose que « *l'avancement d'une année du début de l'apprentissage d'une langue vivante, dès le cours préparatoire, pour tous les élèves, bénéficie aussi aux langues vivantes régionales. Ainsi, durant les classes de l'école élémentaire, une langue régionale peut être enseignée sur l'horaire dévolu aux langues vivantes, étrangères ou régionales. L'enseignement de la langue régionale est éventuellement renforcé, selon le projet d'école, par la conduite d'activités en langues régionales dans différents domaines d'apprentissage. Cet apprentissage peut en outre être précédé par des actions de sensibilisation et d'initiation à l'école maternelle, sous la conduite d'un enseignant et/ou d'un intervenant extérieur. (…) Le parcours d'éducation artistique et culturelle permet également de sensibiliser tous les élèves aux apports des langues et cultures régionales dans ce domaine.* »

-L'arrêté du 25 juillet 2007 relatif aux programmes de langues régionales à l'école primaire (encart BOEN hors-série du 27 septembre 2007) précise dans son annexe 3 les objectifs pour le breton.

-Les programmes de l'école maternelle du 18 février 2015 et notamment le point relatif à l'éveil à la diversité linguistique et l'article 5 de l'arrêté du 9 novembre 2015 relatif aux horaires d'enseignement.

Les communes de Kerlouan et de Guissény partagent cet objectif et décident d'y contribuer activement sur leur territoire au profit des écoles publiques primaires qui le demandent.

Le dispositif d'initiation (classes maternelles) ou d'enseignement (classes élémentaires) de la langue bretonne est mis en place à raison d'une heure hebdomadaire auprès des écoles publiques, sur demande de ces dernières et dans le cas où l'Education nationale ne peut assurer cette initiation par le recours à ses propres personnels dans le cadre d'échanges de services. La subvention versée aux intervenants est constituée des contributions du Conseil départemental du Finistère, du Conseil régional de Bretagne et des communes concernées.

Les associations intervenant dans les écoles se sont vues délivrer une habilitation comme associations complémentaires de l'enseignement public et leurs animateurs salariés sont habilités et satisfont aux compétences pédagogiques et linguistiques requises par la Direction académique des Services de l'Education nationale.

L'objet de la présente convention est de prévoir les modalités du cofinancement.

Article 1er – Modalités de financement des prestations dans les écoles

Le Conseil départemental coordonne le financement du dispositif par l'attribution de subventions sollicitées par l'association dont les salariés interviennent dans les écoles publiques.

La Commune de Kerlouan contribue au financement du dispositif pour les écoles bénéficiaires de son territoire en versant une participation financière au Département. Elle fait sien le partage financier avec la commune de Guissény.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

Cette initiation à la langue bretonne est proposée au Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) de Kerlouan et Guissény dans la limite des crédits mobilisés et affectés à cette action par le Conseil départemental et les communes, selon des critères pédagogiques définis par convention entre la Direction académique des Services de l'Education nationale et l'association Ti ar vro Leon. La convention liant la Direction académique des Services de l'Education nationale et l'association figure en annexe.

Article 2 - Bases de calcul

L'association détermine chaque année, avec l'aide de la Direction académique des Services de l'Education nationale, le volume horaire et les classes qu'elle entend desservir à la rentrée suivante.

La demande de subvention qu'elle adresse au Conseil départemental est calculée sur la base de la réalisation par des salariés itinérants de 30 heures d'intervention / classe / année scolaire.

Article 3 - Répartition des contributions du Conseil départemental et de la Commune

La participation du Conseil départemental correspond à 50 % de la subvention globale accordée à l'association.

La participation des communes correspond à 50 % de la subvention globale, de laquelle sera soustraite la contribution du Conseil régional de Bretagne.

Durant l'année scolaire 2022-23, le RPI de Kerlouan et Guissény bénéficie de **1 heure hebdomadaire** d'interventions. La subvention des communes sera d'un montant de **600,60 €.**

En cas de changement les années scolaires suivantes, le Conseil départemental sollicitera, par messagerie électronique, l'accord des Communes.

Article 4 – Organisation financière

Le Conseil départemental coordonne la gestion financière du dispositif. Il attribue la subvention globale à l'association puis émet des titres de recettes adressés aux autres contributeurs.

Il adresse deux fois par an un titre de recettes précisant le montant à la Commune de Kerlouan selon les modalités suivantes :

- En octobre de l'exercice budgétaire de l'année N : demande correspondant au 1e trimestre de l'année scolaire N – N+1 (soit 1/3 du montant total)
- Au début de l'exercice budgétaire de l'année N + 1 : demande correspondant aux 2e et 3e trimestres de l'année scolaire N - N+1 (soit 2/3 du montant total).

Après décision par l'organe délibérant, la Commune procédera au paiement des subventions selon les règles de la comptabilité publique en faisant porter le montant au crédit du compte n° BDF Brest n° 30001 00228 C2920000000 15.

Article 5 – Suivi de la convention

Un comité de pilotage composé de la Direction académique des Services de l'Education nationale, de l'ensemble des financeurs et des associations se réunit au terme de la convention signée par la Direction académique des Services de l'Education nationale et le Conseil départemental, soit à la fin de l'année scolaire 2023-2024, ainsi que sur demande de l'une des parties.

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

Article 6 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la rentrée scolaire de septembre 2022. L'engagement des parties dans la présente convention est limité aux crédits votés et affectés annuellement par chacune des parties à cette action. Son éventuel renouvellement fera l'objet d'une négociation entre les 3 parties qui débutera au plus tard 3 mois avant son terme. Pour cela, le Conseil départemental demandera un bilan global synthétique de l'application du dispositif d'initiation scolaire en cours d'achèvement et des propositions de perspectives pour la période triennale suivante à la Direction académique des Services de l'Education nationale.

Article 7 - RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le Conseil départemental du Finistère et le partenaire s'engagent à respecter la règlementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit Règlement sur la Protection des Données.

Article 8 – Communication

Le Conseil départemental et les communes s'engagent à mentionner leur implication mutuelle dans toutes les publications ou actions de communication relatives au présent partenariat. Ils s'assurent que la Direction académique des Services de l'Education nationale et les établissements scolaires concernés fassent de même mention de ce partenariat.

Article 9 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Quimper le 03/10/2022

Pour la Commune de Kerlouan,
Le Maire

MAIRIE DE KERLOUAN (Finistère)

Christian COLLIOU

Pour le Président et par délégation,
La Vice-présidente du
Conseil départemental

Véronique BOURBIGOT

Pour la Commune de Guisseny,
Le Maire

Raphaël RAPIN

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE

ID : 029-212900914-20220707-2022_04_04-DE

DEPARTEMENT DU FINISTERE
COMMUNE
DE
KERLOUAN

D N°4

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt deux
Le sept juillet à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Christian COLLIOU, Maire.

Etaient présents : tous les conseillers en exercice à l'exception de Marie-Laure CORNOU, qui a donné procuration à Marie-Jo GAC.

Éric GUÉZÉNOC a été élu secrétaire de séance.

Date de Convocation	Date d'Affichage	Nombre de Conseillers		
		En exercice	Présents	Votants
01.07.2022	08.07.2022	19	18	19

DISPOSITIF D'INITIATION A LA LANGUE BRETONNE – ECOLE PUBLIQUE DU TREAS

Monsieur le Maire dit que le Conseil Départemental du Finistère, en lien avec les services de l'Education Nationale, propose aux Communes de conclure des conventions de partenariat relatives au financement de l'initiation à la langue bretonne dans les écoles primaires publiques qui en font la demande. Il précise que c'est le cas de l'école publique du Tréas.

Ce dispositif prévoit, conformément aux dispositions du Code de l'Education qui permet l'enseignement des langues et cultures régionales, de favoriser l'initiation à la langue bretonne par la mise en place d'animations culturelles dans le cadre du temps scolaire pour les jeunes qui ne poursuivent pas de scolarité bilingue.
Les activités d'initiation à la langue bretonne sont proposées une heure par semaine et animées par une association habilitée par les services de l'Education Nationale. Pour l'école publique intercommunale du Tréas, il s'agira de l'association Ti Ar Vro-Leon.
Pour 2022, l'effectif global de l'école du Tréas a été pris en compte (29 élèves) afin de constituer une classe.
Le volume horaire et le coût sont redéfinis annuellement. La moyenne est de trente heures par classe par an.

Le dispositif est coordonné par la Conseil Départemental du Finistère et cofinancé ainsi :

- 50% Conseil Départemental du Finistère ;
- 50% Commune, moins la contribution de la Région Bretagne.

La convention de partenariat financier est proposée pour trois ans, à compter de la rentrée de septembre 2022 (septembre 2022 – juillet 2025).

Envoyé en préfecture le 25/09/2023
Reçu en préfecture le 25/09/2023
Publié le 25/09/2023
ID : 029-212900773-20230921-CM23_07014-DE
Affiché le 11 JUIL. 2022
ID : 029-212900914-20220707-2022_04_04-DE

Selon les modalités précitées applicables en 2022, le coût annuel est estimé à 1 800,00 €. Le Conseil Départemental du Finistère et la Région Bretagne financeront respectivement 900,00 € et 299,40 €. Le reste à charge pour les Communes de Kerlouan et Guissény sera donc de 600,60 €, soit une contribution financière par Commune de 300,30 € par année scolaire.
Les versements (200,20 € puis 400,40 €) seront effectués par la Commune de Kerlouan au Conseil Départemental du Finistère. La refacturation de sa part à la Commune de Guissény interviendra dans le cadre de l'état annuel des dépenses de l'école publique intercommunale du Tréas.

Après avis favorable de la Commission Finances réunie en séance le 28 juin 2022, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à conclure, avec le Conseil Départemental du Finistère, une convention de partenariat financier pour trois ans, à compter de la rentrée de septembre 2022, selon les modalités précitées.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire à conclure la convention de partenariat financier d'initiation à la langue bretonne avec le Conseil Départemental du Finistère pour l'école publique intercommunale du Tréas, selon les modalités présentées ci-dessus. Les montants versés seront imputés au compte 62878 du budget principal. La convention est annexée à la présente délibération.

Le Maire
Christian COLLIOU



Date de mise en ligne : 25/09/2023 Date d'affichage : 25/09/2023

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°ADCM/23-07

Date d'envoi de la convocation : **15 septembre 2023**

Nombre de membres en exercice = 16
Présents = 14

RÉUNION DU 21 SEPTEMBRE 2023
Affaires diverses :

- Capteur H2S et algues vertes,
- Téléthon,
- Visite de Monsieur le sénateur Philippe PAUL,
- Renouvellement du conseil municipal des enfants
- Caisse à savon

L'an deux mille vingt-trois, le-vingt-un septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean Louis BONDU, Jean-Yves BRAMOULLÉ, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERE donnant pouvoir à Herveline CABON et Laurence GUERINET donnant pouvoir à Renée GALL,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Herveline CABON a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Capteur H2S et algues vertes : Monsieur Raphaël RAPIN porte à la connaissanvce du CM qu'une alerte H2S a été transmise par la Prefecture du finistere le 5 septembre 2023. Il explique qu'à partir de 2022, l'État a déployé des capteurs H_2S dans les 8 baies bretonnes concernées par des plans de lutte contre les algues vertes, élargissant ainsi le dispositif de surveillance mis en place en baie de Saint-Brieuc depuis plusieurs années.

Le H_2S (sulfure d'hydrogène ou hydrogène sulfuré) est un gaz qui se forme, entre autre, lors de la putréfaction des algues vertes échouées. C'est un gaz qui peut entraîner des troubles pour la santé humaine ou animale : en fonction des niveaux de concentration, de la durée d'exposition, de la personne, ces troubles sont plus ou moins forts pouvant aller d'irritation des yeux jusqu'à entraîner la mort.

Le seuil d'alerte pour les capteurs a été fixé par la haute autorité de santé à 1 ppm (partie par million). A priori, cette concentration ne présente pas en soi un danger mais peut indiquer des concentrations bien plus importantes sur la plage à proximité. Le capteur est donc un nouvel outil au service de la protection du public.

En 2022, le capteur à Guissény était installé sur la plage du Corps de Garde (Dibennou) : aucun pic ni dépassement de seuil n'y a été observé. En 2023, le capteur a été positionné sur la dune à proximité du centre nautique, en surplomb de l'anse du Port du Curnic (dit aussi Plage de Beg Ar Skeiz ou Plage du centre nautique).

Le 22 août, la commune a été informée du dépassement du seuil de pré-alerte (0,5 ppm). Ce premier dépassement semble lié à un tas d'algues brunes échouées depuis plusieurs jours, au sein duquel des algues vertes étaient mélangées mais non détectées lors de l'échouage. Le nettoyage de ce tas a été réalisé le 22 août

et aucun pic important n'a été observé à la suite. A noter que le nettoyage des algues vertes étaient en cours déjà la veille.

Le 5 septembre, le seuil d'alerte a été dépassé à deux reprises avec un pic à 2 ppm. Les pics ont eu lieu au cours de la nuit lorsque le vent est plus faible, limitant la dispersion du gaz dans l'atmosphère. Cet épisode de dépassement s'explique très probablement par l'effet combiné des grands coefficients de marée au cours du week-end, de quantité d'algues échouées importantes, de la forme de la plage qui ont favorisé le mélange d'algues dans plusieurs dizaines de centimètres de sable très humide. Les chaleurs importantes ont probablement favorisé l'intensité de la putréfaction. Là encore, le nettoyage des algues vertes étaient en cours déjà la veille et s'est poursuivi jusqu'au vendredi.

La procédure régionale prévoit qu'en cas de dépassement du seuil d'alerte, la plage soit fermée et qu'un communiqué de presse soit publié par la préfecture. La plage peut être ré-ouverte après 2 jours francs sans dépassement. Cela a été le cas même si le seuil de pré-alerte (0,5 ppm) a été dépassé le 7 septembre et a justifié de maintenir une veille renforcée pendant 48 heures.

L'organisation des services communaux a permis d'être réactif et de mettre en place les arrêtés de fermeture et l'information sur site dès 13h, soit dans l'heure suivant le signalement de dépassement. Par contre, la communication par les services de l'État auprès des collectivités n'a pas été optimale. Il s'agissait de la première alerte de ce type en Finistère et l'inexpérience de cet événement explique en partie ces défauts.

A l'initiative de la commune, une réunion a été organisée le 20 septembre avec l'ARS, la Préfecture, l'association Air Breizh en charge du suivi des capteurs, la CLCL, l'ETA en charge du ramassage, ainsi que l'UBO. Cette réunion a permis de faire un retour d'expérience et de discuter des pistes d'amélioration en cas de nouveau dépassement et plus largement sur les problématiques liés au ramassage des algues vertes.

Téléthon : Madame Renée GALL informe le conseil municipal que cette année, GUISSENY est en charge de l'animation du téléthon pour la CLCL. Plusieurs rencontres avec les associations ont été organisées afin de proposer des actions **sur le samedi 9 et le dimanche 10 decembre**. D'or et déjà, certaines associations ont organisé des actions afin de collecter des dons.

Visite de Monsieur le sénateur Philippe PAUL : Madame Herveline CABON informe le conseil municipal que M Philippe PAUL, sénateur du Finistère, se déplacera le 27 octobre sur la commune de GUISSENY afin de rencontrer le CME et le CMJ.

Renouvellement du conseil municipal enfants : Madame Herveline CABON informe le conseil municipal que le conseil municipal des enfants va être renouvelé prochainement. Madame CABON s'est rapproché des écoles afin de préparer les élections de celui-ci et motiver les enfants pour se porter candidat.

Retour sur la caisse à savon : Madame Herveline CABON rappelle que cette manifestation est l'initiative du CME/CMJ, précise que la manifestation s'est très bien passée. 14 véhicules ont pris part à la compétition sous un soleil radieux et la bonne humeur des spectateurs nombreux.

L'ordre du jour étant épuisé, clôture de la séance à 22 h 38.

À Guissény, le 21 septembre 2023
Pour extrait conforme au registre,
Le maire, Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880